

# LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC

PLAN D'ACTION 2006-2009



RAPPORT D'ÉTAPE 2006-2007

Québec 



## Table des matières

<b>MOT DE LA MINISTRE.....</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC .....	7
PLAN D'ACTION 2006-2009 .....	8
DIFFUSION DE LA POLITIQUE .....	8
INTERVENANTS .....	9
PREMIER RAPPORT D'ÉTAPE.....	10
BILAN GLOBAL POUR L'ANNÉE 2006-2007 .....	10
<b>RÉALISATIONS PAR OBJECTIF .....</b>	<b>11</b>
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois.....</i>	<i>11</i>
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec.....</i>	<i>13</i>
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain.....</i>	<i>15</i>
<i>Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec.....</i>	<i>17</i>
<i>Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale.....</i>	<i>19</i>
<b>BILAN ADMINISTRATIF .....</b>	<b>21</b>
MÉCANISME DE SUIVI .....	21
BILAN DES RESSOURCES FINANCIÈRES .....	21
<b>RÉALISATIONS PAR MESURE .....</b>	<b>25</b>
<i>Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois.....</i>	<i>25</i>
Priorité 1 Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.....	25
Priorité 2 Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts .....	31
<i>Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec.....</i>	<i>35</i>
Priorité 3 Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.....	35
Priorité 4 Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec .....	49
Priorité 5 Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique .....	55
<i>Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain.....</i>	<i>59</i>
Priorité 6 S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.....	59
Priorité 7 Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec .....	67

<i>Objectif 4</i>	<i>Promouvoir l'identité et la culture du Québec</i> .....	71
Priorité 8	Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.....	71
Priorité 9	Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.....	73
<i>Objectif 5</i>	<i>Contribuer à l'effort de solidarité internationale</i> .....	75
Priorité 10	Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.....	75

**SIGLES ET ACRONYMES..... 79**

## Mot de la ministre

C'est avec une grande fierté que je présente ce rapport d'étape sur la première année de mise en œuvre du *Plan d'action 2006-2009* rattaché à la *Politique internationale du Québec*.

Au moment du dévoilement de la Politique internationale et du Plan d'action, le 24 mai 2006, je m'étais engagée à en suivre la mise en œuvre et à faire rapport périodiquement. Vous avez entre les mains ce premier bilan.

Une première en quinze ans, cette politique est le produit conjoint d'une consultation auprès d'environ 400 personnes et d'une étroite concertation gouvernementale, d'où son titre : *La force de l'action concertée*. Assortie d'un plan d'action et d'un mécanisme de suivi systématique, elle définit l'action internationale du Québec autour de cinq objectifs touchant la capacité d'action de l'État du Québec, la prospérité, la sécurité, l'identité et la culture ainsi que la solidarité internationale. La Politique internationale, ai-je besoin de le préciser, a reçu un très bon accueil, tant au Québec que de la part des observateurs étrangers.



Outre le fait qu'elle émane du gouvernement et qu'elle soit le produit d'une importante consultation, cette politique se distingue par son mécanisme de suivi, dont les rapports d'étape sont un élément essentiel.

Le bilan plus que satisfaisant de cette première année de mise en œuvre du plan d'action triennal rattaché à la Politique internationale augure bien de l'avenir de l'action internationale du gouvernement du Québec.

Je tiens à souligner de façon toute particulière la collaboration des ministères et organismes gouvernementaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Politique, et dans l'appropriation de ses objectifs en fonction de leur mission propre. Je salue également les milieux d'affaires, les universités, les élus municipaux et représentants régionaux, les organismes de coopération internationale et les organismes culturels, les jeunes Québécoises et Québécois actifs un peu partout sur la planète.

Ce premier bilan du Plan d'action est le vôtre.

Monique Gagnon-Tremblay  
Ministre des Relations internationales  
et ministre responsable de la Francophonie



## Introduction

### Politique internationale du Québec

Le 24 mai 2006, le gouvernement du Québec a rendu publique la nouvelle *Politique internationale du Québec* sous le titre : *La force de l'action concertée*. Par le truchement de cette Politique, le gouvernement québécois a adapté à l'environnement international contemporain la conduite de son action internationale.

*Prenant note des changements qui s'opèrent dans le monde et de la nécessité pour les pays, les États ou les régions de mettre en commun leurs efforts pour trouver des solutions durables, la ministre des Relations internationales considère que c'est en ralliant d'autres partenaires à son action que le gouvernement du Québec pourra le mieux faire valoir ses positions et défendre ses intérêts sur la scène internationale.*<sup>1</sup>

La Politique expose, pour chacun des objectifs, les principaux enjeux auxquels le Québec devra faire face : l'émergence de nouveaux pôles économiques, l'intégration plus poussée du commerce international, le rôle stratégique de l'éducation et de la recherche, la place des questions de sécurité, la montée des préoccupations liées au développement durable, le rôle accru des organisations internationales, l'incidence de la mondialisation sur les questions identitaires et culturelles ainsi que le déséquilibre dans la répartition de la richesse mondiale.

À la lumière des enjeux qui découlent de l'évolution du monde et des défis à relever, la *Politique internationale du Québec* stipule que l'action internationale du Québec sera déployée en fonction des cinq objectifs suivants qui intègrent à la fois ses intérêts politiques, économiques et culturels. La Politique détermine aussi les dix priorités qui guideront l'action à long terme du gouvernement en matière de relations internationales.

#### ► Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

- Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts.
- Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts.

#### ► Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

- Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs.
- Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec.
- Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.

#### ► Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

- S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire.
- Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.

---

<sup>1</sup> Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie : [Le Québec sera plus fort et plus influent sur la scène internationale s'il agit de façon concertée](#), communiqué de presse émis le 24 mai 2006 à l'occasion du dévoilement de la *Politique internationale du Québec*.

#### ► **Promouvoir l'identité et la culture du Québec**

- Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde.
- Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

#### ► **Contribuer à l'effort de solidarité internationale**

- Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance.

### Plan d'action 2006-2009

Le Plan d'action qui accompagne la *Politique internationale du Québec* a permis d'amorcer dès son lancement la mise en œuvre des orientations. Ce plan d'action gouvernemental renferme 69 mesures ou initiatives concrètes réparties sur une période de trois ans.

Des crédits additionnels de 20 M\$ sur trois ans ont été alloués pour soutenir la réalisation de certaines mesures du Plan d'action (4 M\$ en 2006-2007, 8 M\$ en 2007-2008 et 8 M\$ en 2008-2009). Ces nouveaux crédits viennent s'ajouter à ceux déjà consacrés par les différents ministères et organismes à leur action internationale. La responsabilité de gérer cette provision spéciale a été confiée au ministère des Relations internationales (MRI).

### Diffusion de la Politique

La *Politique internationale du Québec* a été diffusée auprès de tous les organismes consultés et des principaux partenaires du Ministère au Québec et à l'étranger. Les représentations du Québec à l'étranger ont par ailleurs fait connaître la nouvelle Politique aux décideurs étrangers, dont les chefs d'État et de gouvernement de même qu'aux journalistes, aux représentants des milieux institutionnels, aux chefs d'entreprise et aux investisseurs potentiels.

Le premier ministre, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que plusieurs autres ministres ont eux-mêmes contribué à faire connaître la nouvelle Politique lors d'allocutions présentées au Québec et à l'étranger ou encore dans le cadre de diverses activités internationales.

C'est la première fois que le gouvernement québécois se dote en matière de relations internationales, d'un plan d'action concerté s'appuyant sur une vision d'ensemble et un nombre limité d'objectifs et de priorités. Cette nouvelle approche a d'ailleurs reçu un accueil très favorable.

*La réception positive que reçoit notre Politique démontre à quel point cette actualisation de nos objectifs et de nos façons de faire était rendue nécessaire. La justesse de l'analyse qui a prévalu au choix des priorités d'action et le fait que la Politique est accompagnée d'un plan d'action concret et réaliste ont été très remarqués par nos partenaires et interlocuteurs.<sup>2</sup>*

---

<sup>2</sup> Déclaration de Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, *Relations internationales : accueil favorable pour la Politique internationale du Québec*, communiqué de presse émis le 2 novembre 2006 à l'occasion de la réunion annuelle des délégués généraux, des délégués et des chefs de poste du Québec à l'étranger.



## Intervenants

### Ministère des Relations internationales

*Le ministère des Relations internationales s'assure de la mise en œuvre des objectifs et priorités de la Politique internationale du Québec. Il coordonne la réalisation du Plan d'action qui en découle. Le Ministère a la responsabilité d'en suivre l'évolution et de faire rapport au gouvernement sur l'état d'avancement des travaux, les résultats obtenus et les suites à donner.<sup>3</sup>*

La mise en œuvre du *Plan d'action 2006-2009* interpelle d'abord le ministère des Relations internationales à titre de coordonnateur. Le Ministère est en outre directement responsable de la réalisation de plusieurs actions, notamment celles inscrites sous l'objectif « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois ».

### Ministères et organismes gouvernementaux partenaires

Le *Plan d'action 2006-2009* est le résultat d'une étroite collaboration avec plusieurs ministères et organismes. Il réunit un ensemble d'engagements gouvernementaux à l'égard de la mise en œuvre de la nouvelle Politique internationale. La responsabilité de la réalisation des mesures inscrites dans le *Plan d'action 2006-2009* est partagée entre plusieurs ministères et organismes gouvernementaux (voir tableau), auxquels s'ajoute l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Ministère des Affaires municipales et des Régions  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
Ministère de la Culture et des Communications<sup>4</sup>  
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles  
Ministère de la Justice  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
Ministère des Services gouvernementaux  
Ministère de la Sécurité publique  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Ministère du Tourisme  
Ministère des Transports du Québec  
Office franco-québécois pour la jeunesse  
Office Québec-Amériques pour la jeunesse  
Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse<sup>5</sup>  
Secrétariat à la jeunesse  
Secrétariat à la politique linguistique  
École nationale de police du Québec  
Services Québec  
Sûreté du Québec  
Hydro-Québec

<sup>3</sup> Tiré du *Plan d'action 2006-2009*, page 15.

<sup>4</sup> Au début de l'année financière 2007-2008, ce ministère est devenu le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF).

<sup>5</sup> Jusqu'à la fin de l'année financière 2006-2007, cet organisme était l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ).

## Premier rapport d'étape

Lors de la publication du *Plan d'action 2006-2009*, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie s'est engagée à suivre sa mise en œuvre et à en faire rapport périodiquement. Le présent document porte sur la première année de mise en œuvre de la Politique, soit de mai 2006 à mars 2007. Il fait état des principales réalisations de tous les ministères et organismes directement interpellés par cette politique. Ces derniers ont participé activement à la préparation de ce premier rapport d'étape, notamment en fournissant au ministère des Relations internationales les informations requises pour rendre compte des mesures sous leur responsabilité.

## Bilan global pour l'année 2006-2007

Au terme d'un premier exercice, force est de constater que la nouvelle *Politique internationale du Québec* a été une source de dynamisme dans les relations internationales.

Ce bilan met en évidence ce que le gouvernement du Québec, dans son ensemble, a accompli dans le cadre de son action internationale. On constatera à la lecture du texte que, déjà, les effets d'une meilleure coordination et d'une meilleure synergie se font sentir. Au cours de cette première année, les ministères et organismes partenaires se sont en effet appropriés d'emblée, en fonction de leur propre mission, les objectifs de la nouvelle *Politique internationale du Québec*.

Ainsi, la mise en œuvre de cette politique a-t-elle permis, pour la première fois depuis plusieurs années, de renforcer le réseau de représentations du Québec à l'étranger afin d'agir efficacement là où ses intérêts le dictent. Elle a par ailleurs fourni l'occasion de stimuler les relations avec les États-Unis, ces liens constituant une priorité sur les plans du commerce, de la sécurité, de l'énergie et de l'environnement. En Europe, la Politique a permis d'intensifier les relations d'affaires dans les secteurs à fort potentiel et de commencer à exploiter les perspectives offertes par l'Europe élargie. Dans le cadre de cette politique, l'implantation des entreprises dans ces marchés porteurs que sont le Mexique, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil a été accéléré. Elle a de plus favorisé un resserrement des partenariats du Québec dans le domaine de la recherche ainsi que la mise en place de mécanismes d'intégration des immigrants qualifiés dont la société québécoise ne saurait se passer.

Sur le plan de la sécurité, un Centre de gestion intégrée de l'information de sécurité a été créé, la coopération avec les États frontaliers s'est accrue et des mesures ont été prises pour améliorer la fluidité et la sécurité de la circulation aux abords de la frontière canado-américaine. Le Québec s'est aussi doté des outils nécessaires pour appuyer de manière efficace et compétente la diffusion internationale de ses productions culturelles. Au chapitre de la solidarité internationale, le gouvernement du Québec a commencé à mettre en place, de concert avec la société civile, des outils de valorisation de son expertise publique, notamment dans les domaines où il peut véritablement faire une différence, soit la formation des ressources humaines et la gouvernance.

## Réalisations par objectif

### Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

Le premier objectif « Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois », comporte deux priorités :

- *accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts;*
- *intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts.*

Une quinzaine de mesures du Plan d'action concourent à l'atteinte de cet objectif visant, en premier lieu, à ce que le Québec ait son mot à dire lorsque les travaux des organisations internationales ont une incidence sur ses choix collectifs, sur sa législation ainsi que sur ses politiques et, en second lieu, à ce qu'il ait effectivement accès aux acteurs pouvant faciliter la réalisation de ses objectifs.

L'une des toutes premières mesures vise à assurer la mise en œuvre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Dans cette optique, le gouvernement du Québec a nommé son représentant au sein de la Délégation permanente du Canada à l'UNESCO. Depuis la conclusion, en février 2007, de l'entente administrative avec le gouvernement fédéral visant à préciser les aspects techniques et administratifs de sa présence, le représentant du Québec a eu l'occasion de participer à l'ensemble des travaux et de prendre la parole dans cette organisation intervenant dans des secteurs qui, pour la majorité, relèvent des compétences du Québec. Ce représentant a aussi participé au suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Le gouvernement a en outre nommé son représentant au Comité exécutif de la Commission canadienne de l'UNESCO.

Le gouvernement du Québec a par ailleurs été l'un des chefs de file de l'appui à la ratification et à la mise en œuvre de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* de l'UNESCO. Pour ce faire, il a notamment entretenu des relations soutenues avec d'autres partenaires gouvernementaux de même qu'avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC). Le gouvernement a également soutenu les travaux de la Coalition pour la diversité culturelle. La Convention est finalement entrée en vigueur le 18 mars 2007, soit trois mois après avoir obtenu les trente ratifications requises.

Le gouvernement a suivi de près les travaux de l'Organisation des États américains (OEA) en privilégiant les dossiers de l'énergie, du développement durable, de la langue, de la culture et de l'éducation. Les activités de la Banque mondiale ont également fait l'objet d'une attention accrue. Le ministère des Relations internationales a ainsi instauré une nouvelle sphère de collaboration avec ces deux grandes organisations internationales, en plus de doter son bureau de Washington d'un responsable des affaires multilatérales. Amorcé depuis janvier 2007, ce travail se fait en étroite collaboration et en concertation avec les missions canadiennes auprès de ces organisations. Au cours de l'année, 28 experts québécois ont participé à des groupes de travail d'organisations internationales. Soulignons enfin que 23 jeunes québécois ont effectué un stage auprès de diverses organisations internationales dans le cadre d'un programme gouvernemental.

Le gouvernement a par ailleurs poursuivi, en concertation avec les membres du Conseil de la Fédération, la recherche d'une collaboration plus structurée avec le gouvernement fédéral, notamment en ce qui a trait à l'établissement d'un cadre stable et prévisible régissant sa participation au sein des délégations canadiennes auprès des organisations internationales et lors des négociations touchant ses intérêts.

S'agissant des travaux préparatoires à la tenue du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, à Québec, en octobre 2008, le gouvernement a conclu une entente de principe avec le gouvernement canadien permettant entre autres la mise en place du Secrétariat chargé d'organiser le Sommet.

Au regard des négociations commerciales, on retiendra plus particulièrement le leadership du gouvernement du Québec en faveur de la signature d'une entente de partenariat économique renouvelé entre le Canada et l'Union européenne, entente qui vise notamment à faciliter le commerce, l'investissement et l'harmonisation réglementaire. Plusieurs rencontres avec les milieux politiques et économiques des deux côtés de l'Atlantique ont soutenu cette mobilisation à laquelle s'est associé le milieu des affaires par l'entremise du Forum sur le commerce Canada-Europe (FORCE).

La Politique internationale a également donné une impulsion nouvelle à la présence du Québec dans le monde et au développement de son réseau de représentations. En juin 2006, le gouvernement du Québec a ainsi procédé à la nomination d'un délégué général à Munich appelé à le représenter en Allemagne, en Autriche et en Suisse, et il a mis sur pied le Bureau du Québec à Berlin, lequel succédait à une antenne locale. Des démarches ont également été menées auprès des autorités italiennes pour établir la Délégation du Québec à Rome et son Antenne de Milan. Aux États-Unis, devant la croissance importante des États du Sud et du Sud-Est, le gouvernement a nommé une déléguée du Québec à Atlanta et a ajouté des effectifs à cette délégation qui succède à une antenne locale. De nouvelles ressources ont aussi été embauchées aux bureaux de Washington et de Los Angeles. En Asie, un conseiller en investissement a été recruté à Tokyo et à Beijing et des négociations ont été entreprises avec le gouvernement fédéral concernant la localisation de six nouveaux employés à Beijing et à Shanghai. Enfin, des procédures sont en cours pour l'ouverture en 2007-2008 du Bureau du Québec à Mumbai et du Bureau du Québec à São Paulo. Au terme du plan de redéploiement, le Québec pourra compter sur 27 représentations dans 18 pays.

Signalons en terminant que le gouvernement a intensifié ses relations avec plusieurs États fédérés et régions, notamment avec la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires, la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC), le Conseil des gouverneurs des Grands Lacs, le Sommet des leaders nord-américains regroupant des États américains et mexicains et des provinces canadiennes, l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) et la Conférence des régions à pouvoir législatif (REGLEG).

## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

Le deuxième objectif de la Politique regroupe 21 mesures qui reflètent les trois priorités gouvernementales dans le domaine :

- *consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs;*
- *mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec;*
- *attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique.*

Aux États-Unis, les services économiques des bureaux d'Atlanta et de Washington ont été renforcés. Dans les régions du Nord-Est et du Mid-Atlantic, plus de 74 activités de promotion de produits de haute technologie ont donné lieu à des ventes estimées à plus de 50 M\$. Une importante mission économique a en outre été menée dans le domaine des biotechnologies lors de la *Bio 2006 Chicago Annual International Convention*, en avril 2006.

Des travaux ou activités de planification visant à améliorer l'état des infrastructures routières en direction de la frontière américaine ont été amorcés. Un mandat a été confié à la Chaire Bombardier de gestion de la marque afin de développer l'image de marque des produits agroalimentaires québécois en vue d'élaborer une stratégie de positionnement aux États-Unis. Soulignons que le gouvernement du Québec a participé à de nombreux comités et fait plusieurs interventions auprès de représentants politiques et économiques américains, afin de s'assurer que les mesures de sécurité à la frontière ne constituent pas un frein au commerce entre le Québec et les États-Unis, son principal marché d'exportation.

En Europe, la présence économique du Québec a été consolidée par le redéploiement de son réseau, axé sur le rehaussement du statut des représentations et sur l'ajout d'effectifs en Allemagne et en Italie. Plusieurs missions économiques ont également été menées en France et au Royaume-Uni. Le Québec s'est associé au projet Transbio, un réseau oeuvrant en biotechnologies auquel participent la Catalogne, la Flandre, la Bavière et l'Écosse. Onze accords industriels ont été signés avec la Wallonie et la Bavière. Cinq missions françaises ont été accueillies au Québec afin de favoriser le maillage entre des créneaux d'excellence québécois et des pôles de compétitivité français. Le programme d'aide aux entreprises a été modifié pour soutenir financièrement les sociétés qui cherchent à assurer la conformité de leurs produits aux normes européennes. Enfin, des liens ont été établis avec quatre laboratoires européens pour faciliter la certification des produits québécois selon les normes européennes.

Dans les marchés porteurs, de nombreuses activités ont permis de développer et de consolider les liens commerciaux, politiques et institutionnels avec le Mexique, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil. L'organisation de missions commerciales au Mexique et l'accueil d'acheteurs mexicains ont contribué à doubler les exportations québécoises sur le marché mexicain. Un accord de coopération incluant un volet économique a également été signé entre le Québec et l'État du Nuevo León. Au Japon, l'événement marquant a été le Mois du Québec au cours duquel une trentaine d'activités de promotion de produits québécois ont eu lieu. En Chine, plusieurs missions ont été organisées et la réalisation d'une étude a permis de cerner la perception qu'ont les entreprises québécoises du marché chinois. Une stratégie triennale a été élaborée vis-à-vis de l'Inde et une mission ministérielle y a été réalisée. En outre, des projets dans les domaines de l'éducation et des sciences et technologies ont été développés avec l'Inde et la Chine. Au Brésil, des secteurs prioritaires ont été ciblés et une mission ministérielle ainsi que deux missions sectorielles ont été réalisées. Eu égard au redéploiement du réseau de représentations du Québec à l'étranger, soulignons l'embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo et à Beijing. Des démarches sont aussi en cours en vue d'augmenter les effectifs des Bureaux du Québec à Shanghai et Beijing, et d'ouvrir un Bureau du Québec à Mumbai ainsi qu'à São Paulo.

Afin d'attirer davantage d'investissements étrangers directs, le Québec a mis en œuvre un plan d'action visant la prospection et la promotion des investissements. De plus, un volet « recherche d'investissements étrangers » a été intégré au sein de missions économiques menées aux États-Unis, en Europe et en Asie.

En 2006-2007, plusieurs actions ont été posées en vue de soutenir le volet international de la recherche et du développement (R-D) au Québec, tant pour la recherche de nouveaux investisseurs en R-D que pour le recrutement de chercheurs étrangers et le soutien aux projets conjoints de recherche. Le financement supplémentaire accordé au volet « international » du Programme de soutien à la recherche et au volet « recherche » des ententes de coopération a permis d'appuyer plus d'une dizaine de projets conjoints de recherche. Ainsi, sept nouveaux projets de recherche internationaux ont été amorcés et six montages financiers de projets ont été complétés. Quatre activités de maillage scientifique avec la Chine, l'Inde, la Bavière et la France ont été menées, ce qui représente la moitié des objectifs triennaux fixés à cet égard. Enfin, un répertoire recensant tous les programmes de l'Union européenne accessibles aux chercheurs québécois a été produit. Des activités de recrutement de chercheurs étrangers de haut niveau ont été menées et une étude visant à mieux comprendre les freins à l'attraction de chercheurs au Québec a été entreprise. En outre, en 2006-2007, plus de 100 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt ont été délivrés à des chercheurs et experts étrangers qui travaillent dans des entreprises du Québec.

Le gouvernement a soutenu de nombreuses initiatives visant l'ouverture sur le monde des établissements d'enseignement et plus largement des jeunes citoyens québécois. Afin d'accroître le nombre d'étudiants étrangers au Québec, les quotas de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires ont été augmentés de 10 % à 12 % en ce qui a trait aux universités et un programme de bourses a été élaboré à l'intention du réseau collégial. L'offre de stages internationaux pour les jeunes a été intégrée et la Fondation des Offices jeunesse internationaux (LOJIQ) a été lancée en février 2007 afin d'accroître le financement disponible pour les stages. Le programme d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse « Synergie entreprise » a été prolongé jusqu'en 2009 et sa portée a été étendue aux territoires couverts par les Offices jeunesse internationaux en Europe et dans les Amériques. Signalons la mise en place de deux projets pilotes permettant à 23 élèves de la formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger ainsi que la mise sur pied d'un programme de stages entre cégeps québécois et universités technologiques mexicaines. Une étude a par ailleurs été menée pour examiner les moyens utilisés par d'autres pays afin d'attirer davantage d'étudiants étrangers.

Finalement, dans l'optique de faciliter l'attraction d'immigrants qualifiés, signalons la signature de douze ententes avec des ordres professionnels afin qu'ils se dotent d'outils facilitant la reconnaissance des diplômes et des formations. Le Code des professions a également fait l'objet de modifications pour habiliter les ordres professionnels à émettre de nouveaux types de permis pour l'exercice de professions par des immigrants qualifiés. Sept nouvelles ententes de partenariat ont été conclues avec des organismes étrangers pour faciliter l'apprentissage du français par les candidats à l'immigration, à leur arrivée au Québec. Le gouvernement a en outre mis sur pied une structure d'accueil offrant des services d'accompagnement aux gens d'affaires étrangers intéressés à immigrer au Québec.

L'année 2007-2008 offrira l'occasion de poursuivre les différentes activités dans les pays prioritairement identifiés. La sensibilisation des villes et régions du Québec à l'environnement international se poursuivra. Enfin, grâce aux travaux de concertation ayant eu lieu en 2006-2007 entre les différents ministères et réseaux de l'éducation québécois, une stratégie de promotion de l'offre éducative à l'international pourra être élaborée.



## Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

C'est la première fois qu'une politique internationale du Québec aborde la question des enjeux de sécurité. Les menaces non militaires à la sécurité constituent un enjeu non seulement pour la communauté internationale et les États souverains mais aussi pour les États fédérés. L'objectif « sécurité » du Plan d'action comprend quatorze mesures, regroupées sous les deux priorités suivantes :

- *s'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire;*
- *favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec.*

L'année 2006-2007 du Plan d'action a été caractérisée par la mise en place d'unités administratives et la conduite d'activités permettant d'offrir un accès rapide et fiable à l'information stratégique. Les exemples les plus novateurs de ces démarches sont la création du Centre de gestion de l'information de sécurité, au sein du ministère de la Sécurité publique, et l'organisation, par le Québec, de la première réunion entre les représentants du Procureur général du Québec et ses homologues des États américains limitrophes afin d'instaurer une coopération sur les questions de criminalité transfrontalière. En matière d'environnement, le gouvernement du Québec a assuré une présence active au sein des instances internationales et régionales, afin d'y discuter des enjeux en matière de changements climatiques et de préservation de la ressource hydrographique du fleuve Saint-Laurent. Soulignons également l'initiative amorcée en matière d'espèces exotiques envahissantes, une première au Québec.

Afin de favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière, le gouvernement du Québec a proposé des séances de formation aux entreprises assujetties aux nouvelles règles de sécurité à la frontière canado-américaine; il les a aussi soutenues dans leurs efforts de sécurisation de leurs exportations à destination du marché américain. De plus, le gouvernement du Québec a mis en place, aux abords du poste de Lacolle, des systèmes de transport intelligents facilitant une circulation fluide des marchandises. Des activités de conception, de planification et de concertation avec les partenaires ont aussi été entreprises en ce qui concerne les infrastructures routières menant aux trois autres postes-frontières situés au Québec. Préoccupé par les impacts potentiellement négatifs de la mise en œuvre du programme *Western Hemisphere Travel Initiative (WHTI)*, le gouvernement du Québec s'est fait le défenseur d'une approche équilibrée à même de concilier les impératifs de sécurité et de fluidité à la frontière.

Dans le domaine de l'immigration, le gouvernement a poursuivi ses efforts afin de contrer la présentation de documents faux ou trompeurs à l'appui des demandes d'immigration; il a aussi établi des partenariats avec les principaux organismes chargés de l'application des lois destinées à combattre la criminalité liée à l'immigration. Concernant la protection des infrastructures stratégiques, mentionnons l'investissement de 133 M\$ effectué par la société Hydro-Québec afin de sécuriser les infrastructures publiques d'énergie électrique.

L'adoption de la *Politique internationale du Québec* aura permis d'établir des objectifs et des priorités en matière de sécurité sur le plan international et d'amorcer, à travers le Plan d'action, la mise en œuvre de mesures et d'actions destinées à contribuer à la protection du continent nord-américain. L'année 2007-2008 permettra de poursuivre les efforts visant à assurer un accès rapide à l'information stratégique, à intensifier notre coopération avec les États américains du Nord-Est et à mieux faire connaître les initiatives prises par le Québec dans ce domaine.





## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

Le quatrième objectif de la Politique internationale concerne l'identité et la culture du Québec et comporte quatorze mesures regroupées sous deux priorités :

- appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde;
- développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger.

Au cours de l'année 2006-2007, le gouvernement du Québec a pris plusieurs dispositions afin d'appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde. Soulignons la contribution du gouvernement du Québec aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur l'adoption de normes visant à faciliter l'utilisation du français et à favoriser l'adaptation culturelle dans les technologies de l'information. Le Québec a aussi soutenu le démarrage du Programme de valorisation du français en Asie du Sud-Est. De plus, à la suite de sa participation au nouveau Forum sur la gouvernance d'Internet, le gouvernement a convenu de collaborer à la formation et à l'animation d'une coalition internationale sur la diversité culturelle et linguistique dans Internet. Et, dans une perspective de valorisation de son savoir-faire en matière de politique linguistique, le Québec a proposé à l'Organisation internationale de la Francophonie des indicateurs d'évolution du français pour guider les politiques linguistiques des États de la Francophonie.

Le gouvernement du Québec contribue au développement des compétences et des instruments permettant de mieux suivre, planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger. Une trentaine de nouveaux projets ont été appuyés en ce sens. De plus, le financement accordé à certains programmes a été augmenté, ce qui a permis d'accroître le soutien accordé aux tournées d'artistes notamment en arts de la scène, en arts visuels et en arts médiatiques, ainsi qu'aux tournées de spectacles. Ces actions ont permis à ces différents secteurs culturels de renforcer leur présence sur les marchés internationaux. Par ailleurs, 25 nouveaux projets de traduction d'œuvres et de documents ont été réalisés principalement vers l'anglais et l'espagnol. Un nouveau programme d'accueil de spectacles étrangers, salué par les diffuseurs, a été mis sur pied. Le ministère de la Culture et des Communications a conduit un exercice d'identification des pôles culturels à privilégier par domaine et par territoire, élaborant sur cette base des stratégies territoriales de promotion culturelle. Les stratégies territoriales visent à établir une démarche structurée, planifiée et continue de développement des marchés qui s'appuie sur les forces de ces marchés mais également sur le potentiel de développement des secteurs culturels émergents. Ainsi, la connaissance des marchés, renforcée par l'identification des pôles culturels, permet aux organismes artistiques et entreprises culturelles québécois d'être compétitifs sur la scène internationale.

Enfin, un contrat a été conclu avec l'Observatoire de la culture et des communications du Québec afin de doter le gouvernement des outils statistiques permettant de mesurer et de comparer la présence internationale d'artistes, de créateurs, d'entreprises culturelles et d'organismes artistiques québécois par pays et par discipline.

L'application des mesures prévues au chapitre de l'identité et de la culture a confirmé le rôle actif que le gouvernement du Québec entend continuer de jouer à l'échelle internationale eu égard au rayonnement de la langue française. L'octroi de crédits additionnels a aussi permis de catalyser la concertation des partenaires culturels et de soutenir la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger. Le travail se poursuivra au cours de la prochaine année, notamment en ce qui a trait à la conception des outils de gestion et aux préparatifs entourant l'accueil du XII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPS), à Québec, en 2008.



## Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

Enfin, la *Politique internationale du Québec* poursuit un cinquième objectif : « *Contribuer à l'effort de solidarité internationale* ».

Pour ce faire, le gouvernement s'est donné la priorité suivante :

- *orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance des pays en développement.*

En matière d'appui à la formation des ressources humaines, les modalités du programme de bourses d'exemption offertes aux étudiants des pays en développement ont été révisées, en collaboration avec les partenaires du milieu de l'éducation, afin de permettre l'accueil d'un plus grand nombre de boursiers dans les cycles supérieurs. Le gouvernement a par ailleurs renforcé sa collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) afin de favoriser l'implantation du système de diplomation licence-maîtrise-doctorat (LMD) dans les universités d'Afrique francophone. Ce soutien permettra notamment le transfert d'expertise des universités québécoises.

Pour ce qui est de la gouvernance, les efforts ont visé quelques initiatives comme le développement, en collaboration avec l'ACDI, du Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien (PAGE) et la mise en place du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise en association avec l'ENAP. D'autres initiatives se sont concrétisées par le financement de stages de hauts fonctionnaires de l'État haïtien au Québec et la présentation, par l'ENAP, de trois séminaires aux hautes autorités du gouvernement haïtien. Le gouvernement du Québec a également doublé son soutien annuel à l'Association internationale des maires francophones (AIMF), dont le secrétariat est au Québec, afin d'accroître le partage d'expériences entre les villes québécoises et les villes de la Francophonie.

Le gouvernement a intégré un volet international à son Plan national de sécurité civile, lui permettant entre autres d'intervenir lors de catastrophes à l'étranger. Ce mécanisme ainsi mis en place a notamment permis une coordination efficace de l'accueil, au Québec, de près de 14 000 ressortissants canadiens d'origine libanaise lors de la crise survenue au Liban à l'été 2006.

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif de solidarité internationale, le gouvernement a également soutenu 29 projets d'aide au développement menés par 22 organismes québécois de coopération internationale. Il s'agissait surtout de projets d'éducation populaire favorisant l'alphabétisation, la formation technique, la formation d'intervenants ou de promoteurs en santé, la formation en vue d'améliorer la production agricole et la formation à la commercialisation et au développement de structures coopératives. Ces projets ont de plus contribué au renforcement des capacités de gestion et de gouvernance, à l'échelle locale ou communautaire. Deux des projets ont porté sur une aide d'urgence lors des importantes inondations survenues en Bolivie et lors des tempêtes tropicales qui se sont abattues sur Madagascar. Le gouvernement a également amorcé des démarches visant l'identification des nouvelles sources de financement disponibles auprès de l'ACDI ou d'autres bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale.



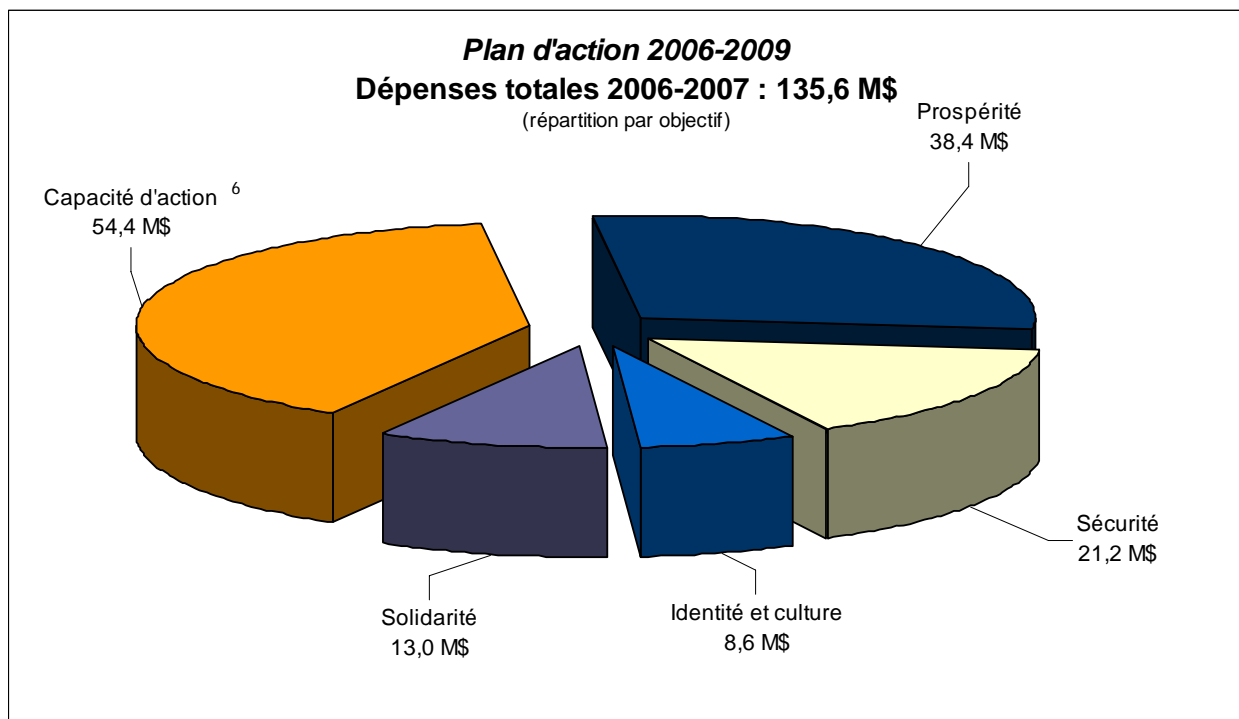
## Bilan administratif

### Mécanisme de suivi

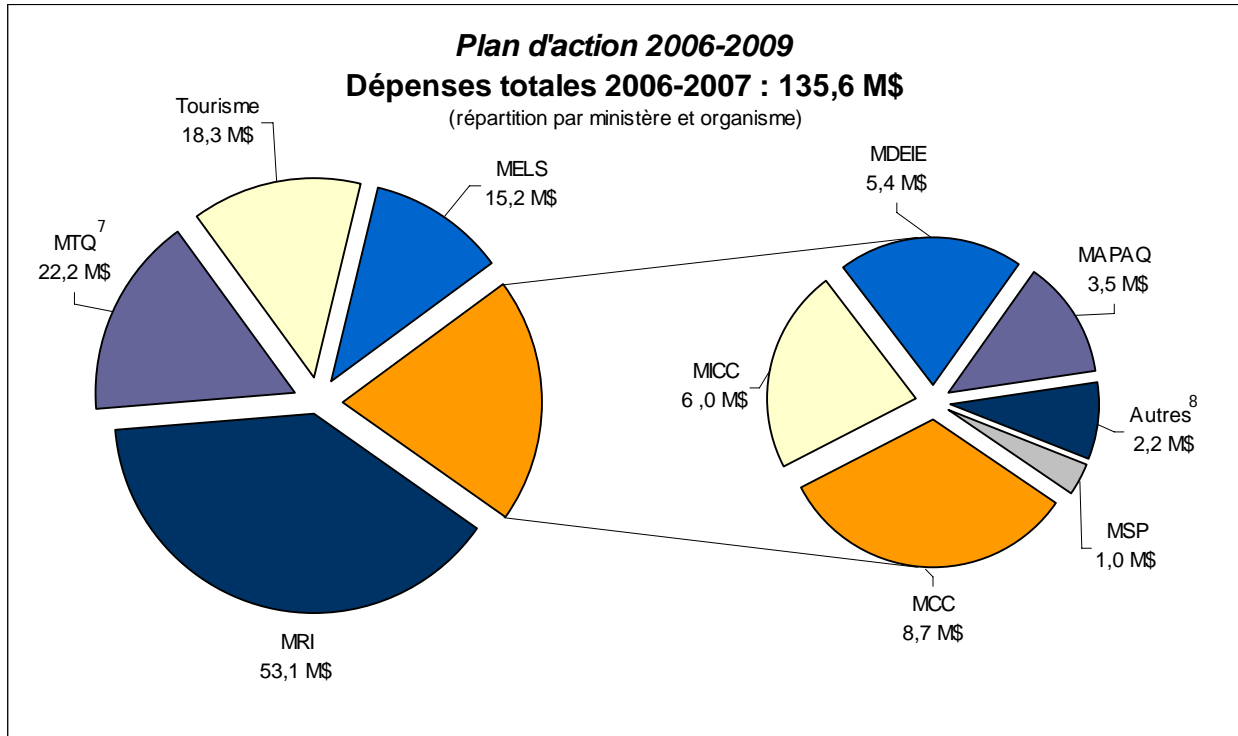
Le ministère des Relations internationales a mis en place un mécanisme de coordination interministérielle axé sur une approche d'accompagnement et de soutien auprès des ministères et organismes partenaires assurée par une équipe de conseillers en relations internationales. La gestion du processus de suivi est coordonnée par la Direction de la planification stratégique et opérationnelle du ministère des Relations internationales qui doit veiller au respect des objectifs de la *Politique internationale du Québec* et des règles administratives du gouvernement. Les outils conçus au ministère des Relations internationales permettent de recueillir l'information sur les résultats obtenus, sur la planification des activités ainsi que sur les ressources budgétaires engagées dans la réalisation du Plan d'action.

### Bilan des ressources financières

Au terme de ce premier bilan, les dix-huit ministères et organismes associés à la réalisation du Plan d'action ont dépensé près de 136 M\$, incluant les crédits additionnels, pour la mise en œuvre des mesures dont ils ont la responsabilité. Les deux graphiques suivants illustrent la répartition des dépenses par objectif ainsi que la répartition des dépenses par ministère et organisme partenaire.



<sup>6</sup> Les dépenses relatives au réseau des représentations du Québec à l'étranger ont toutes été regroupées sous l'objectif « renforcer la capacité d'action du Québec » pour faciliter le suivi budgétaire. Il importe toutefois de mentionner que plusieurs des ressources affectées à l'étranger visent le développement des échanges économiques.

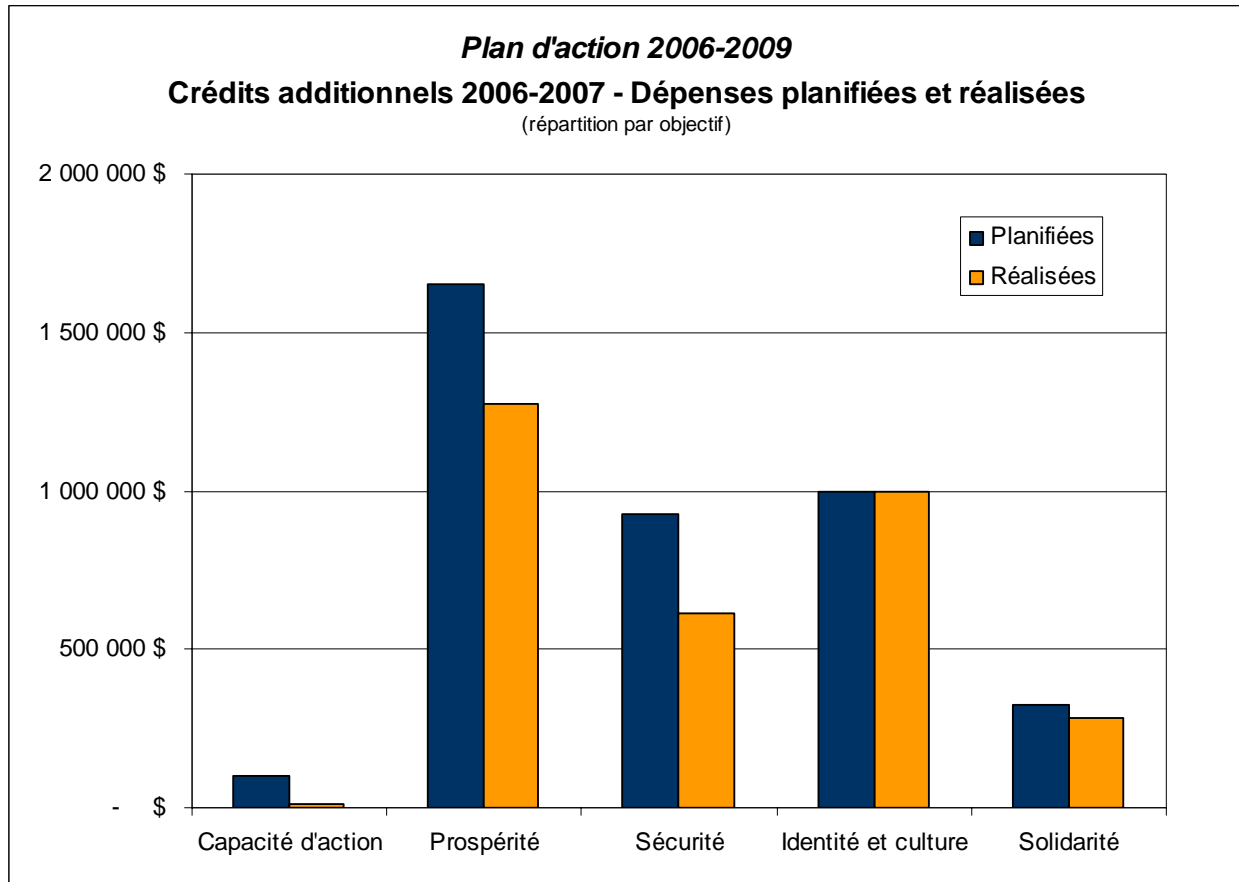


Conformément à sa mission, le ministère des Relations internationales a consacré plus de 53 M\$ à la réalisation des mesures du Plan d'action dont il avait la responsabilité. La majeure partie des dépenses, soit 43,2 M\$, a été affectée au réseau des représentations du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale.

<sup>7</sup>: À noter que ce montant inclut les dépenses relatives au poste de contrôle routier (SAAQ).

<sup>8</sup>: À noter que la comptabilisation des dépenses exclut les dépenses d'Hydro-Québec pour le plan de sécurisation de ses installations, qui sont de l'ordre de 133 M\$.

Les actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action ont été, pour la majeure partie, financées à même les budgets réguliers des ministères et organismes, inclusion faite du MRI. En effet, sur les 136 M\$ dépensés, 3,2 M\$ provenaient des crédits additionnels octroyés pour soutenir la mise en œuvre de la Politique internationale. La figure suivante illustre la répartition, selon les cinq objectifs de la Politique internationale, des crédits additionnels alloués et des dépenses réelles encourues à même ces crédits.







## Réalisations par mesure

### Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

#### Priorité 1

Accroître la présence et l'action du Québec auprès des organisations internationales et lors des négociations ou travaux touchant ses intérêts

1. Convenir avec le gouvernement fédéral d'un cadre stable et prévisible pour assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Mise en œuvre de l'Accord historique entre les gouvernements du Québec et du Canada relatif à la participation du Québec aux activités de l'UNESCO avec la signature, en février 2007, du *Protocole d'entente administrative* visant à préciser les aspects techniques et administratifs liés à la présence du représentant du Québec au sein de la délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.
- Séances de négociation et de concertation avec les gouvernements fédéral et provinciaux afin de conclure une entente fédérale-provinciale sur la participation des gouvernements provinciaux à la gestion de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI).
- Discussions au Conseil de la fédération sur la participation aux travaux des organisations internationales gouvernementales.
- Participation active au sein du comité fédéral-provincial-territorial chargé des droits de la personne, notamment en ce qui a trait aux négociations internationales de nouveaux instruments dans ce domaine.
- Collaboration au groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation en vue d'élaborer un régime pancanadien et international assurant la mise en œuvre de certaines dispositions de la Convention sur la diversité biologique.
- Participation du président-directeur général de l'Institut national de santé publique à titre de représentant du Québec au sein de la délégation canadienne à la 59<sup>e</sup> Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé en mai 2006.

2. Nommer un représentant permanent du Québec au sein de la délégation permanente du Canada à l'UNESCO **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Nomination par le Conseil des ministres, en décembre 2006, du représentant du gouvernement du Québec, au sein de la délégation permanente du Canada à l'UNESCO. Entré en fonction en février 2007, ce représentant a participé aux sessions de l'Organisation au regard des sujets d'intérêt pour le Québec tels que l'éducation, la culture, les sciences et le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI).

3. Intervenir dans les mécanismes de contrôle des conventions internationales

MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Participation de deux représentants du Québec, pour répondre aux questions relatives au Québec, lors de l'examen des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Rapports du Canada sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en février 2007.
- Contribution du Québec aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Rapports du Canada sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Rédaction des observations du Québec en réponse aux plaintes déposées au Comité de la liberté syndicale du Bureau international du Travail (BIT) et suivi de ses recommandations.

4. Dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), collaborer avec le gouvernement fédéral pour défendre la liberté d'action des gouvernements en matière de politiques publiques (culture, éducation, santé et services sociaux) et le maintien des mécanismes de mise en marché collective des produits agricoles telle la gestion de l'offre. S'assurer de la présence de représentants du gouvernement du Québec aux moments décisifs des négociations.

MDEIE

**Réalisations 2006-2007**

- Participation active à toutes les rencontres fédérales-provinciales visant à établir les positions canadiennes dans les négociations multilatérales et présence à toutes les séances de l'OMC.
- Présence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et des représentants du secteur agricole à la réunion ministérielle de l'OMC, à Genève.
- Participation aux travaux menant à l'offre canadienne révisée de libéralisation des services conservant la marge de manœuvre du gouvernement dans les secteurs de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux.
- Participation directe aux négociations ayant mené à la conclusion de l'accord Canada–États-Unis sur le bois d'œuvre de même qu'à la renégociation de l'arrangement sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Contribution active du gouvernement du Québec à la conclusion de l'Entente Canada–Union européenne sur le commerce des boissons alcooliques.

5. Poursuivre la réalisation du plan d'action gouvernemental visant à appuyer la ratification et la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

MCCCF, MRI, MDEIE

**Réalisations 2006-2007**

- Collaboration à l'entrée en vigueur de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, le 18 mars 2007, le seuil nécessaire à son entrée en vigueur étant fixé à 30 États.
- Au 31 mars 2007, 56 États et une organisation d'intégration économique régionale avaient déjà déposé leur instrument de ratification de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* auprès de l'UNESCO.

- Appui financier à la Coalition pour la diversité culturelle et échanges réguliers d'information avec celle-ci, ce qui a permis de poursuivre l'élargissement de son action internationale et de travailler en concertation avec 37 coalitions d'artistes et de professionnels de la culture à travers le monde.
- Partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui, grâce à une personne-ressource du ministère des Relations internationales, a proposé un plan d'action opérationnel en matière de diversité culturelle pour l'ensemble de ses membres.
- Site Internet gouvernemental sur la diversité culturelle : 46 000 consultations au mois de mars 2007 et croissance des abonnements au bulletin électronique hebdomadaire sur le sujet.
- Appui à la réalisation d'études sur la mise en œuvre de la Convention, notamment quant à la disponibilité de traductions en anglais, en espagnol et en arabe.
- Participation constante aux travaux de l'OIF et du Réseau international sur la politique culturelle de même que de nombreuses interventions dans diverses conférences internationales pour faire valoir la Convention.

6. **Suivre de plus près les travaux de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Banque mondiale** **MRI**

***Réalisations 2006-2007***

- Entretien du premier ministre avec le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), en février 2007. Entretien de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le représentant permanent du gouvernement du Canada auprès de l'OEA, en janvier 2007.
- Participation de la ministre de la Culture et des Communications du Québec à la 3<sup>e</sup> Réunion interaméricaine des ministres de la Culture de l'OEA.
- Rencontres avec des représentants de la Banque mondiale, en juin 2006 et janvier 2007, afin de promouvoir l'expertise québécoise.
- Embauche au Bureau du Québec à Washington d'un responsable aux affaires multilatérales chargé des liens avec l'OEA et la Banque mondiale, avec le soutien du gouvernement du Canada.
- Identification des dossiers prioritaires à suivre auprès de l'OEA.

7. Appuyer la présence d'experts québécois dans les groupes de travail des organisations internationales et augmenter le nombre de jeunes Québécois en stage auprès de ces organisations MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Placement de 23 stagiaires (dont 9 postes nouvellement créés), pour une période de six mois, auprès des organisations internationales et plus particulièrement, au sein d'équipes de travail choisies en fonction de l'intérêt, pour le Québec, des dossiers qu'elles traitent. Des stagiaires ont été affectés, à titre d'exemple, à la division de l'Éducation et de la Culture de l'OEA, aux directions de l'Environnement, secteur des changements climatiques et de la gestion de l'eau de l'OCDE, à la division de la Société de l'information à l'UNESCO, à la section sur les Femmes et l'Égalité des genres de cette même organisation, au secteur sur l'accès aux ressources génétiques et partage des avantages du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB), à la division de l'Éducation du Conseil de l'Europe, à la division des Forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO : *Food and Agriculture Organization*), au secteur des politiques régionales de la Commission des Grands-Lacs et au secteur de l'Écologisation des marchés de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).
- Soutien à 28 experts québécois qui ont participé à des groupes de travail des organisations internationales.

8. Développer les liens et le partenariat avec les institutions publiques et les organismes de la société civile afin d'accroître la capacité d'intervention du Québec dans les divers forums internationaux MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Poursuite du partenariat avec le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) dans les dossiers liés à l'OIT.
- Nouveau partenariat avec le Secrétariat international de l'eau (SIE) pour jeter les bases d'une concertation dans ce domaine.
- Présence du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Dans le cadre de cette conférence, collaboration étroite du gouvernement avec Climate Group, organisation non gouvernementale basée au Royaume-Uni et dont le Québec est membre, ainsi qu'avec le Centre de droit international sur le développement durable (CDIDD), associé à la Faculté de droit de l'Université McGill, et le Consortium Ouranos, centre de recherche québécois.
- Lors de la Conférence de Nairobi, le gouvernement a d'ailleurs présenté son Plan d'action sur les changements climatiques du Québec 2006-2012 lors d'un événement parallèle organisé en collaboration avec le Centre Ouranos. Les travaux de ce consortium de recherche québécois ont également retenu l'attention de plusieurs participants.
- Élaboration de liens avec des intervenants majeurs dans le transport routier : la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), la Ville de Montréal, l'Agence métropolitaine de transport (AMT), les centres de recherche québécois en transport et diverses associations de la société civile (construction, machinerie, inspection). Concertation avec le ministère des Transports pour les travaux de l'Association mondiale de la route (AIPCR), dont le Québec est membre.

9. **Consolider l'influence du Québec au sein de la Francophonie et accueillir le XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie** MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Participation active aux travaux de l'Organisation internationale de la Francophonie, notamment en matière de démocratie, des droits de la personne et de la diversité des expressions culturelles.
- Conclusion d'une entente de principe, au printemps 2007, entre les gouvernements du Québec et du Canada sur les modalités administratives de l'organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie prévu à Québec en 2008.
- Choix du lieu et du siège du Secrétariat d'organisation du XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie.

10. **Collaborer à l'élaboration des solutions dans le cadre du *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité*** MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Veille régulière de l'évolution des discussions concernant le *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP). Analyse des répercussions possibles pour le Québec et échanges avec les différents ministères québécois intéressés. Une attention particulière a été accordée aux travaux du *Conseil nord-américain de la compétitivité*, dont la création a été annoncée à Cancún (Mexique) en mars 2006. Par ailleurs, lors du *Sommet des leaders sur les relations nord-américaines* qui s'est tenu à Gimli au Manitoba, en mai 2006, le gouvernement du Québec a réitéré l'importance de faire participer les États fédérés à l'élaboration des mesures adoptées dans le cadre du PSP.

11. **Participer directement à la négociation de l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'Union européenne** MDEIE, MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Promotion d'une reprise des négociations sur une base plus large auprès des acteurs européens (regroupements d'entreprises et représentants de la Commission européenne) avec qui le Québec entretient des relations, une position qui a reçu l'appui d'un certain nombre de provinces et du gouvernement fédéral.
- Discours et interventions publiques du premier ministre et de ministres sur le renforcement des liens économiques entre le Canada et l'Union européenne.
- Coordination des interventions auprès de la Commission européenne, des représentants des pays membres à la Commission européenne de même qu'auprès des politiciens de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg.

12. Soutenir l'implantation et le maintien d'organisations internationales au Québec

MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Installation de quatre nouvelles organisations internationales à Montréal, soit :
  - Civil Air Navigation Services Organization (CANSO);
  - Chambre de commerce internationale gaie et lesbienne (CCIGL);
  - Alternatives International, un réseau d'organisations politiques et sociales;
  - Institut des affaires culturelles internationales (The Institute of Cultural Affairs International).
- Maintien des avantages accordés aux organisations internationales installées sur tout le territoire québécois en vertu de la Politique d'accueil des organisations internationales.
- Consolidation de la présence à Montréal de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) par une augmentation de la contribution financière du gouvernement du Québec de manière à tenir davantage compte de la croissance importante de l'organisme au cours des dernières années. L'ISU, lors de son implantation en 2001, n'avait que 17 employés. Il en comptera bientôt 120.
- Mise en route du processus de reconnaissance afin de garantir le maintien au Québec de plusieurs organisations internationales telles que l'*Airport Council International* (ACI), ICSID et ICOGRADA dans le domaine du design, et de l'*International Federation of Air Line Pilots' Associations*.
- Appui à un projet pilote visant la création et l'implantation à Québec d'un Secrétariat international des auberges de jeunesse des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO.

## Objectif 1 Renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois

### Priorité 2

Intensifier les relations avec les décideurs politiques et économiques des pays, États fédérés ou régions avec lesquels le Québec partage des intérêts

13. Redéployer le réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger pour répondre aux priorités de la Politique internationale **MRI, MDEIE, MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

Mise en œuvre du plan de redéploiement du réseau des représentations du Québec aux États-Unis, en Europe et dans les pays des marchés porteurs. Les procédures qui visent à rehausser le statut des représentations aux États-Unis et en Allemagne sont terminées. Pour ce qui concerne l'Italie, elles seront complétées en 2007-2008. La majorité des démarches concernant l'ajout de ressources sont complétées.

#### **Aux États-Unis :**

- Rehaussement du statut de l'Antenne d'Atlanta au niveau de délégation;
- Nomination et entrée en fonction d'une déléguée du Québec à Atlanta et embauche d'un attaché commercial;
- Embauche d'un attaché commercial et d'un attaché aux affaires multilatérales à Washington;
- Lancement du processus de recrutement pour l'ajout d'un conseiller à Los Angeles;
- Fermeture du Bureau du Québec à Miami.

#### **En Europe :**

##### **Allemagne :**

- Rehaussement du statut du Bureau de Munich au niveau de délégation générale;
- Nomination d'un délégué général à Munich pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse;
- Rehaussement du statut de l'Antenne de Berlin au niveau de bureau;
- Embauche de deux attachés à Munich et d'un conseiller à Berlin.

##### **Italie :**

- Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome;
- Processus en cours pour la création d'une antenne économique à Milan;
- Processus de recrutement d'un attaché commercial à Milan complété.

#### **Dans les pays des marchés porteurs :**

##### **Chine :**

- Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels;
- Démarches amorcées pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.

##### **Japon :**

- Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.



**Inde :**

- Procédures en cours pour l'établissement d'un Bureau du Québec à Mumbai.

**Brésil :**

- Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo;
- Désignation du directeur du Bureau du Québec.

Note : Cette énumération comporte, dans un souci de regroupement, les réalisations rattachées au redéploiement du réseau, également mentionnées aux mesures 6, 16 et 18.

14. **Mettre à profit les liens de coopération pour développer des positions et des actions communes autour d'enjeux débattus dans des forums internationaux** **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Participation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la 12<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, au Kenya, en novembre 2006. Le ministre y a présenté, devant différentes instances, le *Plan d'action 2006-2012 de lutte sur les changements climatiques du Québec*. Il a aussi rencontré divers ministres de l'Environnement d'États fédérés et de régions ainsi que la ministre de l'Écologie et du Développement durable de la France.
- Participation du premier ministre du Québec à la Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, en février 2007, comme suite à l'invitation du président de la République française.

15. **Développer les relations avec les États fédérés et les grandes régions**

- ▶ Intensification des liens avec des États américains et certains États mexicains autour d'initiatives visant le renforcement de l'espace nord-américain et participation aux Sommets Hemispheria, réunissant des provinces canadiennes ainsi que des États américains et mexicains; aux travaux de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) et aux travaux du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Participation du premier ministre à la 30<sup>e</sup> Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC).
- Participation à la réunion de coordination du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs. Mission au Québec du directeur exécutif du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs.
- Participation aux comités sur l'environnement et l'énergie ainsi qu'au Dialogue sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de même qu'au Forum relatif aux solutions de transport face aux changements climatiques.
- Participation d'un contingent québécois à LAKESNET, organisée par le consulat général du Canada à Chicago, en vue d'harmoniser les discussions bilatérales sur l'avenir des Grands Lacs.
- Participation du premier ministre au Sommet des Leaders sur les relations nord-américaines. Au total, neuf premiers ministres canadiens, deux gouverneurs mexicains, trois gouverneurs américains et un secrétaire d'État ont participé à l'événement. Plusieurs thèmes ayant trait à l'intégration nord-américaine ont été abordés dont : le renforcement



des relations commerciales, la compétitivité et l'innovation, la sécurité, les ressources humaines, l'environnement et les stratégies énergétiques. Le premier ministre a, entre autres, réitéré la position du Québec à l'égard du renforcement des relations nord-américaines et du rôle que doivent jouer les États fédérés.

- Accueil du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature d'un accord de coopération.
- Inauguration de la Chaire de recherche et d'études du Québec contemporain à l'Université autonome du Nuevo León, première chaire sur le Québec au Mexique.
- Accueil des secrétaires du Tourisme, de la Culture, du Développement économique et du Développement rural de l'État mexicain de Colima.

- ▶ Présence accrue du Québec auprès d'instances régionales européennes, dont l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), où le Québec siège à titre d'observateur, et la Conférence des régions à pouvoir législatif (REGLEG). L'ARE réunit près de 250 régions de divers statuts de 30 pays européens. Le REGLEG regroupe 73 régions de l'Union européenne ayant leur propre gouvernement, un parlement élu directement ainsi que des responsabilités et compétences dans la mise en œuvre de la législation communautaire. **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Participation du délégué général du Québec à Bruxelles à la 7<sup>e</sup> Conférence des présidents des régions à pouvoir législatif (REGLEG). Mise en œuvre d'un réseau des représentants des bureaux des régions à pouvoir législatif.
- Participation de représentants de la Délégation générale du Québec à Bruxelles à la plénière de l'ARE et aux travaux des commissions Éducation et culture ainsi que Santé et affaires sociales.

- ▶ Consolidation de la collaboration avec la Conférence des chefs de gouvernement des régions partenaires en éducation, environnement, sciences et technologie. La Conférence des régions partenaires, dont le Québec est cofondateur avec la Bavière, compte sept membres : la Bavière, la Haute-Autriche, le Cap occidental, São Paulo, le Shandong, la Californie et le Québec. **MRI**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Participation du premier ministre du Québec et de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à la 3<sup>e</sup> Conférence des régions partenaires (Linz, juillet 2006).
- Ouverture par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes de la conférence intitulée *Les nouvelles frontières du fédéralisme*, à São Paulo au Brésil, rassemblant des représentants des régions partenaires.



## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 3

Consolider et accroître les échanges économiques avec les États-Unis et l'Europe et les diversifier vers un certain nombre de marchés porteurs

#### 16. Aux États-Unis, agir prioritairement sur les questions de commerce, de sécurité, d'énergie et d'environnement. Assurer un leadership dans la consolidation de l'espace régional avec les États du Nord-Est. Renforcer la présence économique du Québec sur le territoire

- ▶ Soutenir le développement des corridors de commerce en appuyant les initiatives des chambres de commerce et des acteurs publics et privés et en appuyant l'organisation d'événements économiques régionaux d'envergure tels que le Sommet Québec-New York et la Conférence Montréal-Boston. **MDEIE**

##### Réalisations 2006-2007

- Signature en juin 2006 de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario concernant le transport. Cette entente vise, entre autres objectifs, l'élaboration d'une stratégie conjointe par le ministère des Transports de l'Ontario et le ministère des Transports du Québec (MTQ), pour le développement du Corridor de commerce Québec-Ontario, à laquelle se porteront en appui le MDEIE et d'autres partenaires des secteurs public et privé. Ce corridor de commerce contribuera à renforcer les liens économiques avec les États du Midwest américain notamment en facilitant le mouvement des biens et des personnes entre le Québec, l'Ontario et les États-Unis.
- Appui gouvernemental à la signature de l'entente entre la Fédération des chambres de commerce du Québec et la Chambre de commerce du Vermont, premier jalon du Corridor commercial Québec-Nouvelle-Angleterre.

- ▶ Collaborer étroitement avec les entreprises des deux côtés de la frontière pour identifier les obstacles réglementaires et normatifs qui freinent le commerce et proposer des solutions novatrices pour renforcer les échanges économiques dans le cadre du *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité*. **MDEIE**

##### Réalisations 2006-2007

- Participation aux réunions du Comité permanent sur la coopération commerciale de la CGNA-PMEC. Discussions sur le *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP).
- Participation avec le MAPAQ, le MTQ et le MRI au processus de formulation de commentaires pour la mise en œuvre du règlement américain sur l'importation de produits agricoles par les États-Unis.

- ▶ Augmenter le bassin des exportateurs actifs en Nouvelle-Angleterre, dans l'État de New York et dans la région Mid-Atlantique en ciblant notamment les secteurs des biotechnologies, des nanotechnologies, des infotechnologies, de la construction, du capital de risque en haute technologie, de l'optique-photonique et de la sécurité. Appuyer les exportateurs expérimentés sur les marchés du Sud, notamment en aéronautique, en défense, en construction et dans les sciences de la vie. **MDEIE**

#### Réalisations 2006-2007

- Mission du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à *Bio 2006 Chicago Annual International Convention*, en avril 2006. À l'occasion de cette rencontre internationale majeure dans le domaine des biotechnologies, ils ont fait connaître les produits et services québécois dans le domaine des sciences de la vie, contribué à la recherche de financement auprès de sociétés à capital de risque étrangères et favorisé la création de partenariats technologiques entre des entreprises québécoises et étrangères.
- Mise en œuvre de 74 activités de promotion des produits de haute technologie sur le marché américain, avec plus de 500 participants qui ont globalement effectué des ventes de plus de 50 M\$.
- Réalisation de plus de la moitié des objectifs triennaux de consolidation d'entreprises québécoises, soit 119 sur 170.

- ▶ Sensibiliser les États du Nord-Est américain au caractère renouvelable, propre et propice au climat de la production hydroélectrique québécoise, afin d'y accroître les exportations et faire valoir l'expertise du Québec dans ce domaine. **MRNF**

#### Réalisations 2006-2007

- Adoption d'une résolution à la 30<sup>e</sup> Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) visant à accroître la production régionale d'énergies renouvelables d'au moins 10 % d'ici 2020.
- Participation, avec le MDDEP et le MRI, aux réunions du Comité international du Nord-Est sur l'énergie (Northeast International Committee on Energy).
- Tenue à Québec du Forum ministériel sur l'énergie et l'environnement, auquel participaient tous les représentants des États et des provinces membres de la CGNA-PMEC. Ce premier forum a permis au Québec de faire valoir sa capacité de fournir à la Nouvelle-Angleterre une électricité renouvelable, propre et propice au climat.

- ▶ Mettre en œuvre une stratégie de promotion visant à renforcer le positionnement des produits agroalimentaires québécois aux États-Unis. **MAPAQ**

#### Réalisations 2006-2007

- Octroi d'un contrat à la Chaire Bombardier de gestion de la marque, à l'Université de Sherbrooke, pour l'élaboration d'une proposition d'image de marque destinée à produire une stratégie de positionnement des produits agroalimentaires aux États-Unis.

- ▶ Rénover et développer les principales infrastructures routières menant à la frontière américaine et collaborer avec des États du Nord-Est et du Midwest pour augmenter l'interconnectivité des moyens de transport. Le ministère des Transports investira 92,5 millions de dollars sur trois ans dans les projets suivants : amélioration de l'autoroute 15 entre Montréal et Lacolle, à la frontière de l'État de New York; prolongation de l'autoroute 35 (A-35) entre Iberville et Saint-Armand, à la frontière du Vermont; prolongation de l'autoroute 73 (A-73) et amélioration des infrastructures de la route 173 (R-173) entre Saint-Georges et Armstrong, à la frontière du Maine. **MTQ**

**Réalisations 2006-2007**

- Autoroute 15 : réalisation de travaux (couche d'usure) sur un tronçon de 7 km et construction d'une voie dédiée pour les véhicules lourds près de la frontière.
- Autoroute 35 : études environnementales fédérale et provinciale en cours.
- Autoroute 73/Route 173 : obtention du rapport d'enquête et d'audience publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour le projet de prolongement de l'autoroute 73, entre Beauceville et Saint-Georges.
- Route 173 : préparation des plans et devis préliminaires pour le projet d'amélioration de la route 173, entre Saint-Georges et Saint-Théophile.

- ▶ Renforcer les services économiques du Bureau du Québec à Atlanta. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Embauche d'un attaché commercial à Atlanta.

- ▶ Confier au Bureau du Québec à Washington un mandat de développement des liens économiques avec la grande région de Washington et les États environnants dans les secteurs clés des infotechnologies, des biotechnologies, des sciences de la vie et de la défense et pour l'attraction du capital de risque. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Embauche d'un attaché commercial à Washington, quatrième agglomération américaine et troisième centre mondial de biotechnologies, pour soutenir la commercialisation de produits et services québécois et repérer les partenaires stratégiques.

17. Développer les occasions d'affaires dans les secteurs à fort potentiel des pays d'Europe occidentale. Profiter des perspectives offertes par l'Europe élargie. Appuyer les entreprises dans l'adaptation de leurs produits aux normes européennes.

- ▶ Au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, cibler les secteurs de l'aérospatiale, de la construction, des infotechnologies, des biotechnologies, de l'environnement, des biens de consommation, de l'optique-photonique et de la machinerie pour le développement des exportations. En Italie, cibler les secteurs des nutraceutiques, de l'aluminium et de la construction. En Espagne, cibler la construction et l'aérospatiale et au Benelux, la construction, l'instrumentation et l'agroalimentaire. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Réalisation d'une mission exploratoire au Royaume-Uni.
- Accueil d'un journaliste du Royaume-Uni lors de la Semaine de la mode de Montréal en mars 2007.
- Organisation de deux missions commerciales au Royaume-Uni, prévues en 2007, en matière de construction et de protection civile.

- ▶ Réaliser des activités et des projets à caractère commercial, scientifique et technologique sur le continent européen en utilisant les ententes de coopération du Québec comme leviers. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Association du Québec au projet Transbio, un réseau transocéanique d'opportunités en biotechnologies, auquel participent la Catalogne, la Flandre, la Bavière et l'Écosse.
- Onze accords issus des Programmes d'accords industriels (PAI) avec la Wallonie et la Bavière.
- Financement de 60 missions individuelles et de 2 missions de groupe par le programme UBIFRANCE/QUÉBEC, issu d'une entente franco-québécoise de coopération industrielle.

- ▶ En Allemagne, consolider la présence économique du Québec en faisant du Bureau du Québec à Munich une délégation générale et en augmentant les effectifs du Bureau de Berlin, afin notamment de profiter de la situation centrale de l'Allemagne, première économie européenne et premier exportateur mondial, et développer les liens avec les nouveaux pays membres de l'Union européenne. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Munich : Rehaussement du statut du Bureau de Munich au niveau d'une délégation générale;  
Nomination d'un délégué général à Munich, en juin 2006, pour représenter le Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse;  
Embauche de deux attachés, l'un à l'administration, l'autre aux affaires économiques et aux relations scientifiques et technologiques.
- Berlin : Rehaussement du statut de l'Antenne de Berlin au niveau de bureau;  
Embauche d'un conseiller aux affaires institutionnelles à Berlin.

- ▶ En Italie, consolider la présence économique du Québec à Milan et accroître les effectifs du Bureau du Québec à Rome en prenant appui sur ce bureau pour développer les liens avec les pays du bassin méditerranéen. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Rome : Procédures en cours pour établir la Délégation du Québec à Rome.
- Milan : Procédures en cours pour la création d'une antenne économique à Milan. Processus de recrutement d'un attaché commercial complété.

- ▶ Renforcer la collaboration entre les pôles de compétitivité français et les créneaux d'excellence québécois dans des secteurs d'intérêt commun (aérospatiale, biotechnologies, textiles, énergie, transformation agroalimentaire). **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Accueil de cinq missions de régions françaises et réalisation de missions dans les pôles de compétitivité français, dont l'Aquitaine. Participation à des foires commerciales. Organisation de symposiums et de missions de formation.

- ▶ Soutenir financièrement, par le biais du *Programme d'aide aux entreprises* (PAE), les entreprises qui, après un bilan normatif, rendent leurs produits conformes aux normes européennes. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Mission du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) en Europe afin de développer son expertise sur les normes européennes.
- Modification au *Programme d'aide aux entreprises* (PAE) pour faciliter aux entrepreneurs l'accès au financement d'un bilan normatif de leurs produits et de travaux de conformité. Trois dossiers d'aide financière acceptés au PAE.

- ▶ Appuyer la conclusion d'ententes entre laboratoires européens et québécois de manière à ce que les tests de conformité aux normes européennes puissent être effectués au Québec. **CRIQ, MDEIE, MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Appropriation des procédures administratives relatives à la normalisation européenne dans certains secteurs ciblés (équipements de traitement de l'information, équipements de laboratoire, machines, équipements et matériel de transport, dispositifs médicaux et produits de construction).
- Établissement de liens en France, en Suisse, en Allemagne et signature d'une entente avec un laboratoire français.

18. Diversifier les échanges du Québec vers cinq marchés porteurs : le Mexique, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil

- ▶ Au Mexique, promouvoir les produits et services québécois dans les secteurs suivants : l'aéronautique, l'énergie, les technologies de l'information et des communications, les pièces automobiles et ferroviaires, les équipements de santé, la foresterie, les produits de construction, l'environnement et la plasturgie. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- ▶ Quatre missions dont deux centrées sur des foires commerciales.
- ▶ Accueil d'acheteurs mexicains, notamment au Forum international de jumelage d'entreprises en environnement organisé dans le cadre du Salon international des technologies environnementales (Americana 2007).
- ▶ Début de l'implantation de Bombardier dans l'État du Querétaro.
- ▶ Implantation à Montréal du troisième accélérateur d'entreprises technologiques par le Mexique.
- ▶ Augmentation des exportations de 333 M\$ à 667 M\$.
- ▶ Consolidation de 14 entreprises québécoises sur le marché du Mexique, soit près de la moitié de l'objectif de 30 entreprises visé sur un horizon de trois ans.
- ▶ Diversification de 21 entreprises québécoises sur le marché mexicain en regard d'un objectif de diversification de 50 entreprises visé sur trois ans.

- ▶ Instituer des partenariats avec des États mexicains ciblés, comme le Nuevo León, en fonction de leur intérêt pour le Québec et de leur potentiel économique. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- ▶ Mission du gouverneur de l'État du Nuevo León et signature de l'accord de coopération, incluant un volet économique.
- ▶ Ouverture d'un centre de services aux entreprises du Nuevo León à Montréal, dans le cadre de l'entente de coopération.
- ▶ Analyse de huit secteurs industriels pour le positionnement des entreprises dans l'État du Nuevo León.

- ▶ Accroître les effectifs des services économiques du Québec à Tokyo, Beijing et Shanghai. **MRI, MDEIE, IQ**

**Réalisations 2006-2007**

- ▶ Embauche d'un démarcheur en investissement à la Délégation générale du Québec à Tokyo.
- ▶ Embauche d'un démarcheur en investissement au Bureau du Québec à Beijing et démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels.
- ▶ Démarches en cours pour l'embauche de trois employés additionnels au Bureau du Québec à Shanghai.



- ▶ Ouvrir un Bureau du Québec à Mumbai en Inde.

MRI, MDEIE

#### *Réalisations 2006-2007*

- Procédures en cours pour l'établissement d'un Bureau du Québec à Mumbai.

- ▶ Mettre en œuvre des stratégies d'exportation prioritairement dans les secteurs suivants :

- Au Japon (infotechnologies, télécommunications, optique-photonique, multimédia, produits du bois et de la construction, biotechnologies, aéronautique et agroalimentaire).
- En Chine (infotechnologies, transport terrestre et aéronautique, agroalimentaire et construction, incluant les services d'architecture et d'urbanisme).
- En Inde (énergie, infotechnologies, communications, biopharmaceutique, services d'ingénierie et infrastructures).

MDEIE

#### *Réalisations 2006-2007*

##### Japon :

- Priorisation de quatre secteurs : les technologies de l'information, la construction, l'industrie biopharmaceutique et l'aéronautique.
- Tenue d'une trentaine d'activités, dans des secteurs allant de la culture à l'agroalimentaire, au cours du Mois du Québec au Japon, incluant la soirée Montréal Fashion Theater.
- Rencontre de gens d'affaires japonais par le ministre du MDEIE, M. Raymond Bachand, au Forum économique mondial de Tokyo.
- Réalisation de cinq missions au Japon et accueil au Québec de missions japonaises. Soutien d'une centaine d'entreprises québécoises sur le marché japonais. Participation au Salon Nano Tech 2007.
- Activités en continu ayant généré des ventes fermes de 125,6 M\$.
- Atteinte pour les entreprises québécoises sur le marché japonais de plus de la moitié des objectifs de consolidation (35 sur 60) et de près du tiers en diversification (11 sur 45).

##### Chine et Inde :

- Consolidation de liens commerciaux.
- Élaboration d'une étude sur la perception des entreprises québécoises de la situation du commerce Québec-Chine.
- Mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, accompagnée de 27 personnes issues du monde des affaires, du milieu de la recherche et d'universités.
- Mission du ministre du Développement économique, de l'Investissement et de l'Exportation (MDEIE), M. Raymond Bachand, en Inde, incluant une présentation sur la *Politique internationale du Québec* à plus de 1 100 personnes du milieu des affaires.

Fortement médiatisée au Québec comme en Inde, cette mission a pu générer une meilleure connaissance pour les milieux d'affaires des deux pays sur le potentiel économique de l'Inde et du Québec.

- Atteinte, après un an, des objectifs triennaux de consolidation (10 sur 10) et de diversification (7 sur 7) d'entreprises québécoises pour ces deux marchés.
- Ventes fermes de 11,3 M\$ et ventes potentielles de 8,2 M\$ par 72 entreprises québécoises, générées par les activités sur ces marchés.
- Élaboration d'une stratégie triennale de développement du marché de l'Inde. Conception d'un répertoire d'affaires pour les entreprises québécoises voulant faire affaire en Inde.
- Mission du ministre du MDEIE, M. Raymond Bachand, en novembre 2006, permettant notamment de raffermir les liens avec le ministre indien du Commerce et de l'Industrie, M. Kamal Nath. Le ministre était accompagné de 56 représentants québécois des secteurs économiques, de l'éducation et de la recherche, de la science et de la technologie.
- Détermination de projets en science et technologie et en aéronautique intéressant des institutions indiennes et québécoises.
- Accueil au Québec de deux délégations indiennes du secteur de l'éducation universitaire.

- ▶ Appuyer le démarrage de projets économiques, scientifiques ou éducatifs découlant des missions du premier ministre en Chine et en Inde. **MRI, MDEIE, MELS**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Signature d'une entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie avec le gouvernement du Shandong à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.
- Signature d'un accord de principe avec le ministère de la Science et des Technologies de la Chine en vue de mettre en place un mécanisme de collaboration bilatérale dans les secteurs des technologies de l'information et des communications, ainsi que des sciences de la mer, à l'occasion de la mission en Chine de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.
- Démarrage d'un projet d'études québécoises à l'Université Jawaharlal Nehru en Inde et création d'un réseau interuniversitaire d'études indiennes au Québec.
- Soutien à la réalisation du projet de coopération entre l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et des institutions scolaires chinoises pour faciliter l'arrivée dans cette région de 25 élèves chinois inscrits au programme de baccalauréat de création en multimédia.
- Soutien à la réalisation de l'entente entre l'Université Laval et l'Université des études internationales de Shanghai (SISU) pour la mise en œuvre d'un campus d'été, à Shanghai.
- Mise sur pied d'un programme d'appui aux projets porteurs découlant des missions en Inde et en Chine.

- Mission d'Éducation internationale en Chine visant des échanges d'élèves et d'enseignants.
- Accueil d'une équipe de production chinoise pour la réalisation au Québec de la série télévisée *Love in Québec*.
- Entente de collaboration entre le Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing et le MRI pour la création de quatre stages offerts à des jeunes Québécois dans le domaine de la traduction.

Note : Les réalisations relatives aux projets économiques découlant des missions du premier ministre sont présentées précédemment.

- ▶ Ouvrir un Bureau du Québec à São Paulo, au Brésil.

**MRI, MDEIE, MICC**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Signature d'un contrat avec la firme Casa Canadá, en vue de fournir, d'ici l'ouverture du Bureau du Québec à São Paulo, des services aux clientèles d'affaires et institutionnelles.
- Procédures en cours pour l'établissement du Bureau du Québec à São Paulo. Désignation du directeur du Bureau du Québec.

- ▶ Développer les occasions d'affaires sur le marché brésilien en aéronautique, dans les mines et forêts (équipements industriels), les infotechnologies, la biotechnologie et les textiles.

**MDEIE**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Ciblage de secteurs complémentaires des deux économies et détermination des secteurs prioritaires.
- Mission commerciale de M. Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, dans le secteur des technologies de pointe qui a permis au Québec de collaborer avec la Fédération industrielle de São Paulo (FIESP).
- Deux missions commerciales dans les secteurs des équipements de transformation du bois et de la photonique.
- Accueil d'acheteurs brésiliens, dans le cadre du Forum international de jumelage d'entreprises, lors de l'événement Americana 2007 à Montréal.

## 19. Appuyer les entreprises exportatrices et attirer davantage d'investissements étrangers

- ▶ Inciter les entreprises à se regrouper au sein de réseaux *ad hoc* afin de prendre part à de grands projets d'infrastructures (Jeux olympiques, travaux de reconstruction, etc.). **MDEIE**

### Réalisations 2006-2007

- Organisation de sessions d'information et de formation.
- Mission multisectorielle à la Nouvelle-Orléans, regroupant dix-huit entreprises de la construction et de l'environnement intéressées par la reconstruction de la zone dévastée par l'ouragan Katrina. Quelque 5,4 M\$ de ventes potentielles et 641 000 \$ de ventes fermes.

- ▶ Sensibiliser les entreprises exportatrices aux meilleures pratiques de commerce international, notamment en matière de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises. **MDEIE**

### Réalisations 2006-2007

- Révision des meilleures pratiques d'affaires afin de les ajuster, à la lumière de la responsabilité sociale des entreprises.
- Mise au point d'une formation destinée au personnel responsable de conseiller les entreprises qui souhaitent faire affaire à l'étranger. Cette formation débutera au cours de l'année 2007 et sera ensuite offerte directement aux entreprises.

- ▶ Mettre en œuvre une nouvelle stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers. **MDEIE, IQ**

### Réalisations 2006-2007

- Dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de promotion et de prospection des investissements directs étrangers, publication d'une étude réalisée en partenariat avec le gouvernement fédéral, *Regards sur le Canada 2007*.
- Rodage d'une base de données pour soutenir les efforts des intervenants en promotion ou prospection des investissements à l'étranger.
- Inclusion d'un volet sur l'investissement dans plusieurs missions concertées (Japon 2006, Inde 2006 et BIO 2006).

- ▶ Soutenir l'implantation d'entreprises québécoises à l'étranger pour mieux développer les marchés. **MDEIE, IQ**

### Réalisations 2006-2007

- Amélioration, par Investissement Québec, de son programme sur le développement de marchés hors Québec pour l'adapter aux besoins d'expansion des entreprises québécoises à l'étranger.
- Révision des mesures de soutien touchant le développement de marchés hors Québec et mise sur pied d'une enveloppe d'aide pour l'implantation d'entreprises à l'étranger.

- Financement de cinq projets internationaux avec prise en compte des risques de délocalisation des emplois.

20. **Mettre en place, en partenariat avec l'ENAP, un centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise** **ENAP, MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Signature d'une entente de partenariat visant la création, en janvier 2007, du Centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise, au sein de l'École nationale d'administration publique (ENAP).
- Séances de travail avec des représentants du Conseil du trésor pour la mise en place de mesures facilitant la mise à disposition de l'expertise publique, de même qu'avec les dirigeants des ministères et organismes afin de déterminer l'offre d'expertise.

21. **Intensifier la promotion touristique sur les marchés américain, mexicain et européen et mettre en place des partenariats en vue d'augmenter les retombées touristiques des événements du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec** **MTO**

**Réalisations 2006-2007**

- Entente de service avec la Société du 400<sup>e</sup> sur les activités d'accueil et d'information auprès des clientèles touristiques.
- Signature d'un contrat d'affichage pour la promotion des événements dans les centres infotouristiques et dans les 20 haltes routières les plus achalandées du Québec.
- Parution de divers articles mettant en valeur les Fêtes du 400<sup>e</sup> sur *bonjourquébec.com*, dont deux dans le bulletin électronique transmis à 60 000 abonnés hors Québec et 67 000 au Québec.
- Participation gouvernementale à l'événement culturel *Québec Old World Charm, New World Excitement* au Smithsonian Institution de Washington, comprenant spectacles, souper gastronomique, films, expositions et conférences. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté une allocution à l'occasion du lancement officiel de cet événement. Une attention spéciale a été apportée à la promotion du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec.
- Investissement promotionnel de « Québec, Fournisseur d'émotions depuis 1534 » sur les marchés hors Québec et lancement, en octobre 2006, du premier appel de propositions pour instaurer une démarche structurée de partenariat afin de développer des occasions d'affaires en promotion sur les marchés hors Québec, selon chacun des quatre grands regroupements d'expériences (Le Québec du Saint-Laurent, Le Québec de la grande nature, Le Québec des grandes villes et Le Québec de la villégiature). Vingt-cinq projets ont été retenus.

## 22. Appuyer les villes et régions qui se dotent d'un plan d'action intégré en matière internationale

- ▶ Appuyer la mise en œuvre du volet international du plan d'affaires des régions dans le but de soutenir le développement de leurs créneaux d'excellence. **MDEIE**

### Réalisations 2006-2007

- Engagement du MDEIE à intégrer les créneaux désignés par les comités ACCORD<sup>8</sup> dans la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie québécoise de promotion et de prospection des investissements.
- Prise en compte des plans d'action des comités régionaux dans les activités d'internationalisation. Analyse des stratégies et plans d'action découlant des projets ACCORD pour planifier les interventions nécessaires lors de leur mise en œuvre. Adoption de mécanismes de concertation avec les régions.
- Soutien de vingt communautés par le *Programme d'appui aux investissements dans les communautés* (PAIC), et obtention de l'assurance que le gouvernement fédéral tiendra compte des orientations québécoises dans la promotion et la prospection des investissements.

- ▶ Soutenir l'établissement de liens entre les villes et régions du Québec et des partenaires étrangers pour le transfert et l'acquisition de savoir-faire dans des secteurs clés pour leur développement. **MAMR**

### Réalisations 2006-2007

- Soutien à la participation d'un représentant d'une conférence régionale des élus aux 3<sup>es</sup> Rencontres internationales des régions francophones au Mali. Celui-ci a été nommé représentant des Amériques et des Caraïbes au conseil d'administration de l'Association internationale des régions francophones (AIRF).
- Appui à la participation d'un représentant du monde municipal.

- ▶ Bonifier le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée et associer les Conférences régionales des élus (CRE) à la gestion du Fonds. **MRI**

### Réalisations 2006-2007

- Doublement du financement du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, conformément à l'entente établie entre le Québec et la France en décembre 2005.
- Soutien de quatre projets touchant les créneaux d'excellence, notamment dans le domaine des éco-industries. Ces projets intéressent au moins deux régions françaises et deux instances québécoises distinctes liées au développement régional. Les CRE concernées prennent part à la promotion et à la réalisation de ces projets.

<sup>8</sup> Accord : Action concertée de coopération régionale de développement (regroupement d'acteurs du milieu visant le développement des régions en misant sur leurs créneaux d'excellence).

- ▶ Organiser des séminaires de formation pratique sur l'environnement international auprès des villes et régions du Québec. Associer des représentants municipaux aux missions économiques du Québec à l'étranger. **MAMR, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Préparation des séminaires de formation en vue de leur tenue prévue au cours de l'année 2007-2008.

- ▶ Renforcer la connaissance des villes et régions au sein du réseau des représentations du Québec. **MRI, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Rencontre des chefs de poste avec des représentants des régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.
- Thème des régions intégré au programme de séjour des chefs de poste au Québec en vue de développer la connaissance des réalités régionales et de leurs créneaux d'excellence tels que définis dans le projet ACCORD.

- ▶ Examiner la possibilité de réviser l'encadrement légal dans lequel évoluent les municipalités de façon à lever les obstacles à la réalisation de projets ayant une dimension internationale. Entre-temps, examiner tout projet particulier présenté par une municipalité ou une région dans l'optique d'accorder, s'il y a lieu, les pouvoirs habilitants permettant la réalisation de ce projet. **MAMR**

**Réalisations 2006-2007**

- Aucune activité en 2006-2007. Réalisation reportée en 2007-2008.

- ▶ En collaboration avec Montréal International (MI), Pôle Québec Chaudière-Appalaches (PQCHA) et les organismes publics et privés concernés, faire la promotion de l'environnement d'affaires de la métropole et de la capitale nationale. **MDEIE, MAMR, MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Suivi des plans d'action de MI et de PQCHA en matière de promotion et de prospection des investissements. Atteinte des objectifs d'investissement de MI; bilan de PQCHA à venir en 2007-2008.
- Adoption par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) d'une stratégie de développement économique international.

- ▶ Soutenir financièrement l'attraction et l'accueil d'événements sportifs d'envergure au Québec, qui génèrent d'importantes retombées économiques dans les villes et régions.

MELS

#### *Réalisations 2006-2007*

- Mise sur pied du nouveau *Programme de soutien aux événements sportifs internationaux ou pancanadiens* (PSESIP).
- Soutien financier accordé à 116 dossiers de mise en candidature d'événements sportifs dont 31 de niveau international.
- Soutien financier de 1,9 M\$ accordé pour l'organisation de cinq événements internationaux.



## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 4 Mettre le savoir, l'innovation et l'éducation au cœur de l'action internationale du Québec

#### 23. Appuyer le développement de partenariats internationaux de recherche et l'attraction de chercheurs étrangers

- ▶ Accroître le soutien financier pour appuyer la participation des centres d'excellence, des réseaux et des consortiums de recherche privés et publics à des grandes équipes de recherche internationales. **MDEIE**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Soutien de sept projets de recherche et de six montages de projets grâce au financement supplémentaire du *Programme de soutien à la recherche* - volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation.

- ▶ Inciter à la création de maillages, partenariats et projets conjoints de recherche. **MDEIE**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Quatre activités de maillage : avec la Chine, dans les télécommunications; avec l'Inde, dans l'aéronautique; avec la Bavière, en Allemagne, dans la génomique; avec la France, dans l'optique-photonique. Ceci représente près de la moitié des objectifs triennaux pour les activités de maillage.

- ▶ Développer le volet Recherche, science et technologie des ententes de coopération. **MDEIE, MRI**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Consultation auprès des partenaires pour dégager les enjeux et les priorités.
- Dans le cadre de la VI<sup>e</sup> Sous-commission mixte Québec-Italie, augmentation de neuf à seize projets financés dans le volet Science et technologie.

- ▶ Élaborer et diffuser un répertoire des programmes de l'Union européenne accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche. **MRI**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Publication par l'Université de Montréal en collaboration avec le MRI d'un répertoire des programmes de l'Union européenne accessibles aux chercheurs, universités et consortiums de recherche québécois.

- ▶ Appuyer le recrutement de chercheurs étrangers de haut niveau, notamment aux États-Unis et en Europe. **MDEIE, MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Concertation avec les partenaires en vue d'amorcer des activités de promotion auprès des chercheurs des États-Unis et de l'Europe.
- Détermination d'une douzaine de projets de collaboration scientifique.
- Réalisation d'une activité de maillage en Californie dans le domaine de la génomique.
- Invitation à des chercheurs californiens à venir siéger sur des comités de pairs au Québec.

24. **Maintenir et promouvoir le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers**

**MFQ, MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Rencontres d'information avec des conseillers fiscaux et des relayeurs comme Montréal International.
- Collaboration étroite avec Investissement Québec pour faire connaître aux entreprises québécoises et étrangères le crédit d'impôt pour l'embauche de chercheurs et d'experts étrangers.
- Délivrance de 26 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des experts étrangers qui travaillent dans 19 entreprises au Québec.
- Délivrance de 87 certificats d'admissibilité au crédit d'impôt à des chercheurs étrangers qui travaillent dans 41 entreprises du Québec.

25. **Rechercher des investisseurs étrangers susceptibles d'implanter des centres de recherche ou de donner des mandats mondiaux de recherche à leurs filiales québécoises**

**MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Intégration d'un volet Investissement à cinq missions économiques menées au Japon, en Inde, en Suisse (Davos), aux États-Unis (Bio 2006 à Chicago) et au Royaume-Uni (Salon de l'aéronautique de Farnborough). Rencontres avec des investisseurs potentiels en recherche et développement.
- Élaboration d'un nouveau mécanisme pour favoriser l'accueil d'entreprises actives en recherche et développement.
- Soutien aux filiales de multinationales implantées au Québec pour l'obtention de contrats de recherche et développement.

26. **Intensifier et mieux coordonner la promotion internationale de l'offre éducative, afin d'attirer davantage d'étudiants étrangers** **MELS, MICC, MRI**

*Réalisations 2006-2007*

- Réalisation d'une étude comparative sur les approches de promotion internationale de l'offre éducative, dans trois pays de l'OCDE (avec l'appui scientifique de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP).
- Élaboration d'un devis de recherche et octroi d'un contrat pour réaliser une étude comparative sur la question des permis de travail pour les chercheurs étrangers qui viennent au Québec.
- Travail de concertation interministérielle et avec les représentants des réseaux de l'éducation.

27. **Réaménager les programmes de bourses d'exemption pour les étudiants étrangers, afin de cibler davantage les candidats des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles** **MELS**

*Réalisations 2006-2007*

- Augmentation de 10 % à 12 % du quota de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordé aux universités québécoises pour l'accueil d'étudiants étrangers (en vigueur à l'automne 2007).

28. **Soutenir le réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers** **MELS**

*Réalisations 2006-2007*

- Mise en place d'un programme de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires accordées au réseau collégial pour l'accueil d'étudiants étrangers (35 bourses disponibles, en vigueur à l'automne 2007).

29. **Mettre à contribution l'expertise publique québécoise pour appuyer le développement des systèmes éducatifs de certains pays** **MELS**

*Réalisations 2006-2007*

- Rencontre entre les ministres de l'Éducation du Québec et de la République de Madagascar et développement de projets de partenariat.
- Mise en place d'un partenariat entre le Québec et la République de Madagascar dans le domaine de l'éducation en vue d'étendre ce type d'entente à d'autres pays.
- Planification des démarches à entreprendre auprès de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de la Banque mondiale, et des arrimages à effectuer avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ).

30. Améliorer l'offre de stages internationaux pour les jeunes et appuyer des projets d'entrepreneuriat jeunesse à l'étranger

- ▶ Intégrer l'offre de stages de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), et soutenir la mise en place d'une fondation faisant appel aux secteurs privé et institutionnel afin de multiplier les occasions de stages à l'étranger. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise en commun des services de l'OFQJ, de l'OQAJ et de l'AQWBJ et création d'un guichet unique pour les jeunes Québécois désireux de faire des stages à l'étranger. Une nouvelle programmation entièrement conçue pour répondre aux besoins des jeunes adultes québécois, en rapport avec les axes prioritaires des trois offices, a officiellement été lancée en février 2007.
- Lancement, en février 2007, de la « Fondation des Offices jeunesse internationaux du Québec » (Fondation LOJIQ). S'inscrivant dans le plan de développement et de regroupement des trois organismes, la création de cette fondation vise à augmenter le soutien à un plus grand nombre de stages grâce à la contribution financière du secteur privé.

- ▶ Renouveler l'entente sur le programme de stages du *Washington Center* **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Prolongation de deux ans de l'entente, soit jusqu'en 2008. Six étudiants d'universités québécoises ont effectué un stage au sein des milieux diplomatique, gouvernemental, législatif et au sein de centres de recherche de Washington D.C.

- ▶ Développer des échanges de jeunes avec les pays d'Asie, notamment la Chine et l'Inde. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise sur pied d'un projet-pilote en partenariat avec les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) pour permettre à des jeunes Québécois d'effectuer un stage au Comité organisateur des Jeux olympiques de Beijing (COJOB).
- Soutien à vingt étudiants de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM dans la réalisation d'une mission commerciale en Inde.

- ▶ Mettre sur pied un programme de coopération relatif à la formation de jeunes avec les sept États membres du groupe des Régions partenaires. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Participation d'un étudiant à une conférence internationale sur les énergies renouvelables en Bavière, dans le cadre des activités des Régions partenaires.

- ▶ Soutenir les démarches internationales des jeunes engagés dans la promotion de la culture entrepreneuriale auprès d'autres jeunes, en prenant appui sur le *Défi de l'entrepreneuriat jeunesse*. Le programme *Synergie Entreprise* de l'OFQJ bénéficiera d'un appui jusqu'au 31 mars 2009 et des programmes similaires d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse seront mis en place à l'OQAJ et à l'AQWBJ. Le projet *Mentorat* favorisant la participation de jeunes à des missions économiques du premier ministre ou de ministres sectoriels sera offert jusqu'en 2009 sur les territoires couverts par les trois organismes.

SAJ

#### Réalisations 2006-2007

- Prolongation jusqu'en 2009 du programme *Synergie Entreprise*. Extension du programme *Synergie Entreprise* aux territoires couverts par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) et par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ).
- Mise à disposition sur les territoires couverts par les organismes jeunesse du projet *Mentorat*, qui offre à des finissants la possibilité d'une expérience professionnelle à l'étranger en accompagnant des entrepreneurs lors de missions économiques du premier ministre ou des ministres sectoriels.
- Participation de 88 jeunes Québécois à des missions ministérielles dans le cadre de ces programmes.

- ▶ Mettre en place des projets-pilotes visant à développer les stages à l'étranger et l'échange de stagiaires pour les élèves de la formation professionnelle et de la formation technique.

MELS

#### Réalisations 2006-2007

- Financement de deux projets-pilotes permettant à 23 élèves de formation professionnelle d'effectuer un stage à l'étranger. En formation technique, travaux préparatoires à la mise sur pied d'un programme d'échanges de stagiaires entre les cégeps et les universités technologiques mexicaines (en vigueur en septembre 2007).

- ▶ Créer un programme de bourses à l'intention des étudiants du niveau collégial pour de courts séjours d'études à l'étranger.

MELS

#### Réalisations 2006-2007

- Élaboration d'un programme de bourses de courts séjours à l'étranger en collaboration avec les organismes représentant les établissements, Cégep International et l'Association des collèges privés du Québec (applicable en septembre 2007).

- ▶ Créer un point d'information, dans les bureaux de Services Québec en région, sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.

Services Québec

#### Réalisations 2006-2007

- Mise à la disposition, dans les bureaux de Services Québec répartis sur tout le territoire québécois, de l'information sur les programmes d'échanges et de stages à l'étranger pour les jeunes.



## Objectif 2 Favoriser la croissance et la prospérité du Québec

### Priorité 5 Attirer davantage d'immigrants qualifiés et faciliter leur intégration à la vie économique

#### 31. Favoriser la reconnaissance des diplômes et des compétences par des actions concertées entre le gouvernement, les ordres professionnels et les établissements d'enseignement

- ▶ Améliorer l'accompagnement des candidats à l'immigration et des immigrants formés à l'étranger qui souhaitent exercer une profession ou un métier réglementé. **MICC**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Révision et traduction (anglais, espagnol) de fiches d'information sur les conditions pour exercer une profession ou un métier réglementé au Québec.

- ▶ Accompagner les ordres professionnels et les établissements d'enseignement dans la conception de formations d'appoint et d'outils facilitant la démarche de reconnaissance des diplômes et compétences des personnes formées à l'étranger. **MICC**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Signature de douze ententes avec des ordres professionnels afin qu'ils se dotent d'outils visant à faciliter la démarche de reconnaissance des diplômes et des formations des personnes immigrantes formées à l'étranger.
- Modification au *Code des professions* habilitant les ordres professionnels à délivrer de nouveaux types de permis pour exercer une profession.

- ▶ Appuyer le développement de passerelles entre ordres professionnels québécois et étrangers afin d'accélérer le processus de reconnaissance des compétences, incluant la conclusion d'ententes avec des organismes réglementaires ou des établissements d'enseignement à l'étranger. **MRI**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Analyse et suivi de la structure de reconnaissance des diplômes et des compétences établie dans l'Union européenne par l'Accord sur la libre circulation des personnes.

32. **Recruter des immigrants, notamment sur les territoires prioritaires de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest en tenant compte des besoins en main-d'œuvre du Québec** MICC

**Réalisations 2006-2007**

- Adoption d'un nouveau plan de promotion auprès de bassins de travailleurs spécialisés préalablement déterminés et raffermissement des liens avec les partenaires régionaux tels que les Conférences régionales des élus.
- Révision du matériel d'information sur les critères de sélection du Québec en fonction des modifications apportées à la grille de sélection des travailleurs qualifiés.
- Élaboration et mise en ligne du nouveau site Internet d'Immigration Québec comme outil facilitant les démarches des candidats à l'immigration.

33. **Réaliser des missions ponctuelles mixtes de recrutement alliant des ministères ou organismes et des employeurs** MICC

**Réalisations 2006-2007**

- Appui à la réalisation de deux missions de la Ville de Québec en Europe, l'une à Paris et l'autre en Europe de l'Est (Roumanie et Bulgarie).

34. **Lors des missions du Québec à l'étranger, organiser des séminaires et des activités de promotion auprès des immigrants d'affaires, pour leur présenter l'environnement et les atouts du Québec et faciliter leur établissement dans les milieux économiques québécois.** MICC

**Réalisations 2006-2007**

- Mission de promotion et de prospection de l'immigration d'affaires en France.
- Modifications au *Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers*. Ces modifications, qui touchent notamment le *Programme entrepreneurs*, visent à simplifier le processus de sélection de candidats à l'immigration ayant repéré une entreprise québécoise dont ils souhaitent se porter acquéreurs.

35. **Inviter un nombre accru de candidats à l'immigration d'affaires à réaliser un voyage de prospection au Québec afin de repérer des occasions d'affaires et de développer un réseau de contacts** MICC

**Réalisations 2006-2007**

- Mise sur pied d'une structure d'accueil et définition des services d'accompagnement offerts aux gens d'affaires candidats à l'immigration en voyage de prospection au Québec.
- Signature de deux ententes de partenariat avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et le Service d'aide aux jeunes entreprises (SAJE) du Montréal-Centre pour le soutien aux candidats dans la réalisation de leur projet d'affaires.
- Organisation de trois séminaires de groupe et tenue de rencontres personnalisées avec près de 450 personnes.



36. **Augmenter le nombre de partenaires étrangers pour l'enseignement du français et concevoir des outils en ligne, afin que les candidats à l'immigration puissent amorcer leur apprentissage linguistique avant leur arrivée au Québec** **MICC**

*Réalisations 2006-2007*

- Signature de sept nouvelles ententes de partenariat pour l'enseignement de la langue française à l'étranger, ce qui porte à 42 le nombre de partenaires internationaux en cette matière.
- Adaptation pour le Québec des tests d'évaluation des connaissances de la langue française.
- Élaboration d'un cours de langue française en ligne : l'implantation s'amorcera au cours de 2008.



## Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

### Priorité 6

S'assurer d'un accès rapide et fiable à l'information stratégique et participer aux travaux des instances régionales et internationales sur les questions de sécurité non militaire

37. Mettre sur pied, au sein du ministère de la Sécurité publique, un centre de gestion intégrée de l'information de sécurité **MSP**

#### Réalisations 2006-2007

- Mise en place du Centre de gestion de l'information de sécurité (CGIS) : embauche de personnel et organisation logistique, implantation d'un système de veille stratégique, établissement de partenariats avec les organisations responsables de l'application des lois et production d'avis aux autorités du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du gouvernement.

- Mettre sur pied, au sein du ministère des Relations internationales, une unité sur les enjeux de sécurité et autres initiatives visant à suivre l'évolution des enjeux internationaux en matière de sécurité **MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Mise en place de l'unité Enjeux de sécurité et désignation d'une personne responsable avec mandat d'exercer une veille stratégique sur les enjeux de sécurité non militaire sur le plan international, d'assurer la participation de représentants du Québec dans les forums internationaux traitant de ces questions et de faire le lien entre le réseau des représentations et le CGIS. Publication d'une recherche, portant sur la responsabilité internationale du Québec en matière de sécurité, intitulée *Contribuer à l'édification d'un monde plus sûr ou le défi de la sécurité pour le Québec*.
- Veille stratégique, production de notes d'analyse et activités de représentation effectuées par le Bureau du Québec à Washington auprès de l'Administration et du Congrès américains relativement à la question du passeport aux frontières et au thème de la sécurité en général.

38. Renforcer la coopération en matière de sécurité avec les États-Unis, notamment avec les États du Nord-Est

- Proposer aux membres de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada une collaboration accrue en matière de sécurité transfrontalière et, ainsi, utiliser ce forum politique régional afin d'avoir une vision d'ensemble des problèmes existants mais aussi des solutions à apporter. **MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Adoption par la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) d'une résolution relative au projet Western Hemisphere Travel Initiative (WHTI) demandant au gouvernement des États-Unis d'effectuer une analyse économique et sociale des répercussions de cette initiative sur le commerce transfrontalier, aux gouvernements des États-Unis et du Canada, en collaboration avec les États et les provinces, d'analyser les mesures de transition et les options de rechange au passeport, et au Congrès américain, d'en reporter la mise en œuvre.
- Renforcement des liens en matière de sécurité avec l'État du Massachusetts.

- ▶ Instaurer une coopération bilatérale entre le procureur général du Québec et ses homologues des États frontaliers américains en matière de menaces non militaires. **MJ**

#### Réalisations 2006-2007

- Organisation, en octobre 2006, par le Québec de la première conférence sur la prévention du crime transfrontalier. En plus des représentants du procureur général du Québec, s'y trouvaient réunis les procureurs américains des États du Maine, du Vermont, du New Hampshire et de New York ainsi que les représentants du Procureur général des provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.
- Participation du Québec à la conférence de l'Association des District Attorneys de l'État de New York et à celle de la National District Attorneys Association des États-Unis tenues en juillet 2006.

- ▶ Renforcer les liens entre les organisations administratives et policières du Québec et celles de l'État de New York. **MSP**

#### Réalisations 2006-2007

- Réunion de travail avec le *New York State Office of Homeland Security*. Échanges téléphoniques sur les questions relatives à la sécurité.

- ▶ Poursuivre les activités du projet Québec Border Security Initiative, qui permet au Québec de maintenir une capacité d'analyse fine des enjeux nord-américains de sécurité, de faciliter les rencontres entre représentants américains et québécois, et de mettre en évidence la contribution du Québec à la sécurité continentale. **MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Accueil d'une mission de conseillers auprès d'élus du Congrès américain au Québec, comprenant différentes rencontres avec les milieux québécois de la sécurité afin de les sensibiliser aux mesures prises par le Québec. Organisation à Washington d'un atelier sur le WHTI. Participation du Bureau du Québec à Washington (BQW) aux réunions du Smart Border North Working Group du Center for Strategic and International Studies (CSIS). Présentation à Washington du *Plan québécois de lutte contre la pandémie d'influenza*.

- ▶ Intensifier la participation du Québec au Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain qui regroupe les directeurs de la sécurité intérieure de dix États et de trois provinces. Les États du Maine, du Vermont, du New Hampshire, du Massachusetts, du New Jersey, du Rhode Island, du Connecticut, du Delaware, de la Pennsylvanie et de New York ainsi que l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et le Québec font partie du consortium. Le Québec souhaite intensifier sa présence et faire de ce forum un lieu d'échanges privilégié et de coordination des efforts régionaux de sécurité. Il sera l'hôte de la réunion de 2008. **MSP**

#### Réalisations 2006-2007

- Participation du Québec à la réunion du Consortium des directeurs de la sécurité intérieure du Nord-Est du continent américain tenue en avril 2006.

- ▶ Multiplier les exercices de simulation conjoints, Québec et États du Nord-Est américain, afin de mieux gérer les risques liés aux catastrophes d'origine terroriste, biologique, chimique ou naturelle et accueillir à Québec la rencontre du Groupe international de gestion des urgences en 2006. **MSP**

**Réalisations 2006-2007**

- Participation à un exercice du Groupe international de gestion des urgences (GIGU) simulant une attaque terroriste. Accueil de la réunion de travail du GIGU, issu de la CGNA-PMEC avec pour mandat de mettre en œuvre le Protocole d'entente internationale d'aide à la gestion des urgences.

- ▶ Initier une collaboration scientifique avec le Center for Disease Control (CDC) américain et conclure des ententes de collaboration technique avec les États de la côte Est des États-Unis en vue de prévenir les risques associés au bioterrorisme, aux maladies infectieuses et aux pandémies. **MSSS**

**Réalisations 2006-2007**

- Conférences téléphoniques régulières avec les États américains limitrophes sur la surveillance des maladies infectieuses. Participation à un colloque américain réunissant l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), le Center for Disease Control (CDC) et le United States Department of Agriculture (USDA), sur l'organisation des services de santé nationaux en matière de grippe aviaire. Participation à des enquêtes épidémiologiques avec les États américains limitrophes sur des bactéries et des maladies infectieuses. Échanges de bulletins de vigie.

39. **Renforcer la collaboration régionale et internationale en matière de sécurité environnementale visant notamment l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des gaz à effet de serre, la préservation du fleuve Saint-Laurent, la lutte aux espèces envahissantes et la prévention des risques associés aux produits de la biotechnologie**

- ▶ Contribuer à la qualité de l'air du continent nord-américain **MDDEP**

**Réalisations 2006-2007**

- Participation du Québec au Comité Canada-États-Unis sur la qualité de l'air découlant de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air.
- Préparation des modifications au *Règlement sur la qualité de l'atmosphère*. Finalisation pour adoption du *Plan d'action québécois sur le mercure*.
- Participation aux rencontres et travaux conjoints de la CGNA-PMEC, visant à atteindre les cibles visées dans le plan d'action sur les pluies acides et dans celui sur le mercure.
- Première phase d'application pratique du *Règlement sur les halocarbures* contribuant à l'atteinte des objectifs du *Protocole de Montréal*.

- ▶ Contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques

MDDEP

#### Réalisations 2006-2007

- Adoption du *Plan d'action québécois 2006-2012 sur les changements climatiques*. Ce plan vise à respecter les engagements internationaux du Québec à l'endroit du *Protocole de Kyoto*.
- Participation du Québec à la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Nairobi, en novembre 2006.
- Sur la scène nord-américaine, poursuite des travaux régionaux dans le cadre de la mise en œuvre du *Plan d'action régional 2001 sur les changements climatiques* adopté par la CGNA-PMEC.
- Accueil, à Québec, du forum ministériel Énergie et Environnement regroupant les ministres et commissaires de l'Environnement et de l'Énergie des onze gouvernements de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre.

- ▶ Préserver et améliorer la ressource en eau du bassin hydrographique des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent

MDDEP

#### Réalisations 2006-2007

- Approbation par l'Assemblée nationale de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Participation du Québec à la première réunion du Conseil régional, organisation créée en vertu de l'Entente avec pour mandat de favoriser sa mise en œuvre et qui regroupe les représentants des premiers ministres et gouverneurs du Québec, de l'Ontario et des huit États riverains des Grands Lacs.
- Demande au gouvernement fédéral d'une consultation officielle du Québec, à la suite de la présentation à la Commission mixte internationale (CMI) du rapport final du Groupe d'étude international sur les options de gestion des niveaux d'eau et débits du Lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Mise sur pied d'un comité interministériel de suivi et de recommandation.
- Mise sur pied d'un comité interministériel afin d'élaborer les positions du Québec sur la révision de l'Accord relatif à la qualité de l'eau des Grands Lacs; participation au comité exécutif binational et au comité d'examen de l'Accord.
- Dans le cadre de la gestion intégrée du Saint-Laurent, participation à l'élaboration du *Plan stratégique 2007-2012* de la Commission des Grands Lacs.

► Lutter contre les espèces envahissantes

MDDEP

**Réalisations 2006-2007**

- Mise en place de mécanismes de concertation interministérielle sur les espèces exotiques envahissantes (EEE).
- Activités de maillage et d'échanges d'information sur les plans canadien et international, notamment auprès du Great Lakes Panel on Aquatic Nuisance Species, du Northeast Aquatic Nuisance Panel, de l'Ohio Invasive Plant List Serve, du Great Lakes Information Network et des groupes de travail canadiens sur les EEE et les plantes terrestres et phytoravageurs.
- Échange d'information sur l'algue *Dydimosira* avec des experts canadiens, américains, norvégiens et néo-zélandais.
- Mise sur pied d'un système d'information sur les EEE qui sera intégré au Centre de données sur le patrimoine naturel du Québec. L'inventaire des bases de données sur les EEE présentes au Québec est en voie d'être constitué; des contrats ont été attribués pour recueillir des données à partir des collections institutionnelles gouvernementales et privées.
- Contenu du site Internet en cours d'élaboration avec comme objectif l'information du public et des partenaires du Québec. Réalisation d'un répertoire des principaux sites Internet au Québec et hors Québec.

► Prévenir les risques associés aux produits de la biotechnologie

MRI

**Réalisations 2006-2007**

- Présentation de la position officielle du Québec sur le *Protocole de Cartagena* devant le groupe de travail du protocole réunissant près d'une centaine de pays et d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Consignation de la position du Québec dans le rapport officiel du groupe de travail. Invitation de spécialistes internationaux à rencontrer le comité interministériel québécois sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Rencontres à Montréal avec le secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

#### 40. Développer les réseaux d'échanges avec les pays francophones d'Europe

- ▶ Mener une coopération en matière de sécurité civile et d'incendie avec la France. **MSP**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Mission en France reportée en 2007-2008.

- ▶ Mettre sur pied, avec des pays européens, un réseau international des écoles de police francophones. **École nationale de police**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Tournée de promotion et de consultation de représentants de l'École nationale de police du Québec et de la Sûreté du Québec en France et en Belgique. Accueil favorable et intérêt démontré par les institutions nationales et l'Organisation internationale de la Francophonie.

- ▶ Poursuivre le développement de la coopération technique policière avec l'Europe, et particulièrement avec les pays de la Francophonie. **Sûreté du Québec**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Nomination d'un officier à la Délégation générale du Québec à Paris et d'un autre auprès du Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC).
- Poursuite de la collaboration entre la Sûreté du Québec et la Police fédérale belge sur l'amélioration des services de qualité. Conclusion d'ententes de coopération avec certaines régions belges en matière de police de proximité.
- Conclusion d'une entente entre la Sûreté du Québec et la Police nationale française relative à la modernisation des pratiques de gestion.
- Missions d'experts afin d'améliorer les pratiques notamment dans les domaines de la déontologie policière et des unités d'enquête. Accueil de plusieurs missions européennes.

- ▶ Accroître le recours à des experts internationaux afin d'améliorer les connaissances, l'expertise et les pratiques en matière de lutte au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, à la traite des personnes et à la cybercriminalité.

**Sûreté du Québec**

##### *Réalisations 2006-2007*

- Participation aux groupes de travail d'Interpol portant sur la criminalité infantile, la traite des personnes, la cybercriminalité et le crime organisé transeurasien.
- Missions d'experts aux États-Unis et au Royaume-Uni afin d'améliorer les pratiques en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment celle ayant trait à l'exploitation sexuelle des enfants.
- Formation et stages de policiers en France et aux États-Unis dans les domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le maintien de l'ordre et les interventions tactiques.
- Participation aux forums d'échanges transfrontaliers portant sur la sécurité nationale.



41. **Assurer le suivi et la mise en oeuvre des conventions internationales de même que la participation du Québec au sein de certains forums ou instances internationales en matière de sécurité non militaire** **MRI**

*Réalisations 2006-2007*

- Soutien à la participation d'un représentant du ministère de la Sécurité publique à la réunion du Forum canado-américain sur la criminalité transfrontalière.
- Analyse des conventions des Nations Unies en matière de sécurité non militaire et examen (en cours) de la conformité des législations québécoises.

42. **Mener des actions d'information ciblées auprès des décideurs, des cercles d'influence et des médias américains sur les mesures prises par le Québec afin de contribuer à la protection du continent nord-américain** **MRI, MSP**

*Réalisations 2006-2007*

- Élaboration d'un plan de communication 2007-2009 en matière de sécurité et établissement des bases de collaboration entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère des Relations internationales.



## Objectif 3 Contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain

### Priorité 7

Favoriser une circulation fluide et sécuritaire des personnes et des marchandises à la frontière et renforcer la sécurité des infrastructures stratégiques du Québec

#### 43. Mettre en place les infrastructures assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières

- ▶ Mettre en place, dans le cadre de la frontière intelligente, les infrastructures de transport assurant la fluidité de la circulation aux abords des postes-frontières de Lacolle, Stanstead, Saint-Armand de Philipsburg et Armstrong, notamment par l'aménagement de voies de circulation dédiées aux véhicules commerciaux, là où l'achalandage le requiert.

MTQ

##### Réalisations 2006-2007

- Poste de Lacolle/Champlain : ouverture d'une voie dédiée aux véhicules lourds; mise en place de systèmes de transport intelligents tels que pesée dynamique et présélection des camions, détection de la congestion et informations aux usagers en temps réel.
- Poste de Stanstead/Rock Island : évaluation préliminaire des besoins et coordination avec les partenaires concernés à la frontière.
- Poste de Saint-Armand/Highgate : modification de l'avant-projet préliminaire suivant la publication du rapport d'enquête et d'audience publique en mars 2006 et étude environnementale entreprise en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.
- Poste d'Armstrong/Jackman : concertation avec les autorités américaines et définition d'un concept d'aménagement reposant sur la construction de nouvelles infrastructures routières complètement harmonisées aux installations douanières américaines. Réalisation d'études géotechniques et d'impact réalisées.

- ▶ Consolider ses partenariats avec les principaux intervenants à la frontière canado-américaine (Transportation Border Working Group, Eastern Border Transportation Coalition, Agence canadienne de services frontaliers, Department of Homeland Security).

MTQ

##### Réalisations 2006-2007

- Accueil du Congrès annuel de la Northeastern Association of State Transportation Officials (NASTO), réunissant les décideurs en transport des États américains et des provinces du Nord-Est.
- Tenue de réunions bilatérales avec les groupes de travail en transport des États du Vermont et de New York.
- Organisation d'un atelier sur la coordination des projets d'infrastructures frontalières dans le cadre des activités de la Eastern Border Transportation Coalition (ETBC).
- Mise en ligne d'un guide à l'intention des camionneurs pour le passage aux frontières.

- Participation aux travaux du Transportation Border Working Group (TBWG) et de la Canadian/American Border Trade Alliance (Can/Am BTA).

44. **Accroître, par la formation et le soutien financier, l'adhésion des entreprises aux programmes de la frontière intelligente et constituer une base d'information permettant de suivre l'adaptation des PME aux mesures de contrôle de la frontière canado-américaine**

- ▶ Poursuivre la sensibilisation des entreprises et des intervenants du milieu des affaires québécois à l'importance de l'adhésion aux programmes de la frontière intelligente : règles de conformité douanières; programmes *C-TPAT/PEP*, *FAST/Expres*, *NEXUS*, et informer les autorités américaines de leurs impacts sur les entreprises québécoises. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise en œuvre d'un plan de communication pour informer les entreprises des nouvelles règles à la frontière. Informations publicitaires dans une vingtaine de médias spécialisés nationaux et régionaux et envoi postal auprès de 2000 entreprises, afin de les inviter à sécuriser leurs exportations. Mise sur pied d'un site Internet *Sécurité à la frontière*.

- ▶ Donner, dans toutes les régions du Québec, une formation de type « Meilleures pratiques d'affaires » sur les programmes de la frontière intelligente, notamment sur le programme volontaire de lutte contre le terrorisme. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Tenue de dix-huit sessions de formation auprès de 246 entreprises sur les nouveaux programmes de sécurité liés à la frontière intelligente et sur le programme *Custom-Trade Partnership Against Terrorism (C-TPAT)*. Sensibilisation d'entreprises, par des services conseils, sur l'importance de sécuriser leurs exportations.

- ▶ Soutenir financièrement les entreprises manufacturières, notamment les PME, à s'accréditer au programme de la frontière intelligente *C-TPAT*. L'objectif étant d'atteindre un volume d'environ 80 % des exportations québécoises sécurisées au terme des trois prochaines années. **MDEIE**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise sur pied d'un programme de soutien financier afin d'aider les entreprises à adhérer au programme volontaire de sécurisation des exportations à destination du marché américain, le *C-TPAT*. L'objectif de soutenir 100 entreprises par année a été atteint.

- ▶ Appuyer les entreprises agroalimentaires dans la résolution des problèmes liés aux nouvelles normes de sécurité nord-américaines et internationales. **MAPAQ**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise en œuvre d'un mécanisme de collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Délégation générale du Québec à New York et l'Association des exportateurs de fruits et légumes dans le cas du nématode de la pomme de terre. Cette intervention concertée a permis de réduire au minimum les inconvénients rencontrés par les exportateurs de fruits et légumes du Québec.

- ▶ Constituer une base de données permettant de mesurer l'adaptation des entreprises québécoises exportatrices aux mesures de contrôle de la frontière intelligente.

MDEIE, MAPAQ

**Réalisations 2006-2007**

- Réalisation de deux études auprès de 880 entreprises et de 45 grands exportateurs, afin d'évaluer l'effet des nouvelles procédures douanières de sécurité et de mesurer leur intention de sécuriser leurs exportations. Un volume de 36 % des exportations québécoises sont sécurisées alors que 13 % sont en voie d'accréditation.

45. **Participer au Canada United States Cargo Security Project sur la sécurisation des conteneurs intermodaux**

MSP

**Réalisations 2006-2007**

- Réunion du Comité directeur du projet Canada United States Cargo Security Project (CUSCSP) portant sur la réalisation de la phase 2 du projet. Elle consiste à installer des équipements électroniques sur des conteneurs en provenance d'Europe qui transitent par Halifax ou Montréal à destination des États-Unis.
- Présentation du projet à la CGNA-PMEC.
- Tenue d'un atelier de travail relatif à la préparation de la phase 3 de ce projet.

46. **Poursuivre l'implantation de la traçabilité agroalimentaire**

MAPAQ, Agri-traçabilité Québec

**Réalisations 2006-2007**

- Élaboration du *Plan d'action 2006-2010* visant l'implantation de la traçabilité agroalimentaire dans les autres secteurs de la chaîne alimentaire tels que le porc, la volaille et les aliments.
- Participation au Comité fédéral-provincial-territorial sur la traçabilité agroalimentaire (août 2006).
- Promotion du système québécois lors du Mois du Québec au Japon qui a eu lieu à Tokyo.

47. **Sécuriser les infrastructures publiques d'énergie électrique et les approvisionnements du Québec en hydrocarbures**

- ▶ Hydro-Québec complétera d'ici la fin de 2006 le déploiement du plan de sécurisation de ses installations dans lequel elle investira 133 millions de dollars.

Hydro-Québec

**Réalisations 2006-2007**

- Phase finale du plan de sécurisation des installations d'Hydro-Québec. Investissements de 133 M\$ en 2006-2007.

- ▶ Le gouvernement exigera des sociétés pétrolières le dépôt d'un plan de sécurité des approvisionnements, comportant les mesures à mettre en œuvre en cas de difficultés dans la disponibilité des produits pétroliers.

MRNF

**Réalisations 2006-2007**

- Sensibilisation des représentants de l'industrie du pétrole et du gaz afin d'obtenir leur adhésion aux objectifs gouvernementaux de sécurité énergétique, notamment le dépôt par les pétrolières d'un plan de sécurité en cas de difficultés d'approvisionnement.

48. **Collaborer avec les États-Unis, la France et certains pays européens sur la sécurisation des systèmes informatiques publics et de protection des renseignements personnels** **MSG**

**Réalisations 2006-2007**

- Mission en Europe sur la sécurité de l'information reportée en 2007-2008.
- Participation à trois rencontres du Comité technique de sécurité des technologies de l'information de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Ces rencontres ont permis d'acquérir des connaissances sur le développement de normes internationales de sécurité de l'information et la présentation des préoccupations du gouvernement du Québec.

49. **Renforcer la sécurité des documents d'identité émis par le Québec pour tenir compte de l'évolution des nouvelles normes nord-américaines** **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Soutien à la participation de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) et du Directeur de l'état civil aux consultations menées par le gouvernement canadien dans l'élaboration de normes pour les documents devant servir aux déplacements sur le continent. Définition et présentation de la position québécoise sur le WHTI dans divers forums canado-américains sur l'impact de l'imposition d'un passeport à la frontière canado-américaine.

50. **Combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration**

- ▶ Accroître la vérification de l'authenticité des documents soumis à l'appui des demandes d'immigration. **MICC**

**Réalisations 2006-2007**

- Embauche de vérificateurs et formation traitant de détection de fraude documentaire adressée aux fonctionnaires à l'immigration. Adoption d'une *Politique ministérielle sur les renseignements et les documents faux ou trompeurs présentés à l'appui d'une demande d'immigration*. Constitution d'une banque de documents de référence. Production d'outils de vérification documentaire pour certains pays. Enquêtes et missions de réseautage.

- ▶ Établir des partenariats avec les organismes québécois et canadiens chargés de l'application des lois afin de combattre les phénomènes de criminalité liés à l'immigration. **MICC**

**Réalisations 2006-2007**

- Partenariats avec les principaux organismes chargés de l'application des lois tels que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Sûreté du Québec ainsi que le Bureau international des droits des enfants (BIDE) pour combattre la criminalité liée à l'immigration.

- ▶ Contrôler les risques associés au programme des immigrants investisseurs, particulièrement quant à la provenance des fonds. **MICC**

**Réalisations 2006-2007**

- Suivi de l'application des mesures mises en place; vérification des déclarations produites par les intermédiaires financiers; suivi des dossiers menant à un remboursement des fonds; gestion des cas de non-conformité.
- Bilan de la première année de l'entente tripartite : Investissement Québec / Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles / Intermédiaires financiers.

## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

### Priorité 8

Appuyer la promotion et le rayonnement de la langue française dans le monde

51. Participer aux groupes de travail pour la mise en oeuvre des orientations issues du Sommet mondial sur la société de l'information et au nouveau Forum sur la gouvernance de l'Internet, notamment en matière de diversité linguistique **MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Participation au Forum sur la gouvernance de l'Internet. Détermination du domaine et du groupe de travail international pertinents aux intérêts du Québec.
- Détermination, en collaboration avec l'UNESCO, d'un créneau permettant de participer à la formation et à l'animation d'une coalition internationale visant la préservation de la diversité culturelle et linguistique sur Internet.

52. Participer aux travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) sur l'utilisation du français dans les technologies de l'information **MSG, MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Participation active aux travaux de normalisation touchant l'élaboration et l'adoption d'un standard sur le clavier, les jeux de caractères codés, le tri alphabétique et la recherche des chaînes de caractères, et ce, dans une perspective d'adaptabilité culturelle et linguistique.
- Adoption de neuf standards relatifs à l'interopérabilité et à l'utilisation intégrale du français, de manière à assurer un encadrement normatif et à fixer les exigences du gouvernement auprès des fournisseurs de biens et de services en matière de technologies de l'information et des communications (TIC).

53. Valoriser l'expertise linguistique du Québec **SPL**

- ▶ Le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique* mis au point par l'Office québécois de la langue française, et qui donne accès à près de trois millions de termes français et anglais du vocabulaire industriel, scientifique et commercial. **SPL, OQLF**

#### Réalisations 2006-2007

- Réalisation de deux missions, l'une au Brésil, à l'occasion du 3<sup>e</sup> Séminaire interaméricain sur la gestion des langues, et l'autre en Uruguay où se tenait la réunion du Réseau ibéroaméricain de terminologie (RITerm). Ces missions visaient à établir des échanges de collaboration pour le développement du volet multilingue du *Grand dictionnaire terminologique*. Elles ont permis d'amorcer des échanges avec l'Université d'État de São Paulo, au Brésil, pour tester le logiciel BTML (banque de données terminologiques multilingues) et traduire l'interface en portugais, ainsi qu'avec le ministère de l'Éducation et de la Culture du Paraguay pour l'accueil, par l'Office québécois de la langue française (OQLF), d'un groupe de stagiaires faisant partie du Groupe de gestion de projets terminologiques du MERCOSUR.

- ▶ La mise sur pied, en concertation avec les organismes linguistiques québécois et en collaboration avec les partenaires de la Francophonie, d'un colloque international portant sur les variétés du français dans le monde, à Québec, en 2008. **SPL**

**Réalisations 2006-2007**

- Constitution du comité scientifique pour guider l'élaboration du programme du colloque.
- Établissement du programme provisoire et sollicitation de conférenciers.

- ▶ Appui au transfert d'expertise sur les politiques et les outils linguistiques développés au Québec. **SPL**

**Réalisations 2006-2007**

- Mission d'expertise effectuée par le Secrétariat à la politique linguistique (SPL) auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) afin de proposer, conjointement avec la France et à la demande du secrétaire général de cette organisation, des pistes d'action pour renforcer l'usage du français dans l'espace francophone en vue de guider l'OIF dans son action future.

54. Appuyer le développement de l'enseignement du français dans le monde **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Signature du mémorandum mettant sur pied le programme Valofrase (Programme de valorisation du français en Asie du Sud Est). Démarrage du projet et mise en place de l'organisation : personne-ressource au comité de pilotage, liens avec le ministère de l'Éducation du Vietnam.

- ▶ Accueillir le Congrès mondial des professeurs de français à Québec en 2008. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise sur pied du comité de coordination gouvernemental pour préparer l'accueil du XII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération internationale des professeurs de français qui se tiendra sous le thème *Faire vivre les identités francophones*.
- Soutien financier gouvernemental au Congrès des professeurs de français (MRI, MELS, SPL, MTO).

- ▶ Diffuser l'expertise québécoise d'utilisation pédagogique des technologies de l'information pour l'enseignement du français, dans le cadre du dispositif *Apprendre et enseigner avec TV5*. **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Pourparlers en cours avec les partenaires.



## Objectif 4 Promouvoir l'identité et la culture du Québec

### Priorité 9

Développer les compétences et les instruments permettant de mieux planifier et organiser la mise en marché des manifestations et produits culturels du Québec à l'étranger

55. Concevoir de nouveaux indicateurs statistiques permettant de mieux suivre l'évolution de l'action culturelle internationale du Québec **MCC, OCCQ**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Mandat confié à l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ) pour la réalisation d'outils de collecte d'information sur la circulation hors Québec des œuvres et produits culturels, le positionnement du Québec par discipline et par pays et la présence internationale d'artistes, de créateurs, d'organismes artistiques et d'entreprises culturelles.
- Formation d'un comité d'orientation avec les partenaires du milieu pour la réalisation des études. Détermination des priorités : secteurs des arts de la scène, du film et du livre.

56. Planifier le déploiement de l'action culturelle du Québec en fonction des pôles géoculturels les plus porteurs dans le monde **MCC**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Identification des pôles géoculturels, par domaine et territoire, en concertation avec le réseau des conseillers culturels à l'étranger et les sociétés d'État, pour fournir aux organismes artistiques et aux entreprises culturelles de l'information sur les marchés internationaux.
- Production de stratégies territoriales, fondées notamment sur l'information recueillie à partir des pôles géoculturels, et planification budgétaire associée.

57. Renforcer la présence collective des organismes artistiques et des entreprises culturelles dans les salons, festivals, événements et marchés internationaux, grâce à un système d'opérateurs et de mandataires internationaux, notamment en arts de la scène **MCC, CALQ**

#### *Réalisations 2006-2007*

- Établissement d'un partenariat entre le Conseil des arts et des lettres (CALQ) et CINARS (Commerce international des arts de la scène), un promoteur important du secteur des arts de la scène.
- Négociation avec différents partenaires, au CALQ, pour construire un système d'opérateurs en arts de la scène et un autre, à échelle plus réduite, en arts visuels.

58. **Soutenir financièrement les milieux culturels pour développer leur expertise en matière de mise en marché et de planification financière internationales et pour accroître la circulation des organismes et de leur production, notamment aux États-Unis** **MCC, CALQ, SODEC**

**Réalisations 2006-2007**

- Soutien à une trentaine de nouveaux projets culturels internationaux.
- Bonification des programmes du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) pour la *Diffusion hors Québec des arts de la scène* et la *Promotion et diffusion des arts visuels et des arts médiatiques*.
- Bonification d'un programme de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

59. **Renforcer l'insertion des créateurs, des artistes, des organismes artistiques ainsi que des entreprises culturelles dans les réseaux culturels internationaux les plus performants** **MCC**

**Réalisations 2006-2007**

- Affectation de crédits additionnels aux services culturels des représentations du Québec pour renforcer la mise en marché des manifestations et produits culturels à l'étranger.

60. **Traduire davantage d'œuvres et d'ouvrages québécois, notamment en langues anglaise et espagnole** **MCC, SODEC**

**Réalisations 2006-2007**

- Bonification par la SODEC de seize projets de traduction avec des maisons d'édition.
- Bonification par le CALQ de huit projets de traduction pour des périodiques culturels et d'un projet de traduction d'une œuvre dramaturgique.

61. **Faciliter l'accueil d'artistes et d'organismes étrangers dans un contexte de réciprocité** **MCC, SODEC, CALQ**

**Réalisations 2006-2007**

- Mise en œuvre du nouveau *Programme d'accueil de spectacles étrangers*. Octroi de subventions à deux réseaux de salles pour la présentation de quatre spectacles de la France, de la Belgique, de la République du Congo-Brazzaville et du Cap-Vert pour une centaine de représentations.

## Objectif 5 Contribuer à l'effort de solidarité internationale

### Priorité 10 Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance

62. Réviser les ententes internationales sur les droits de scolarité afin de mieux arrimer les besoins des pays et l'offre éducative québécoise, accroître le nombre d'étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles et associer plus étroitement les institutions d'enseignement à ce programme **MELS, MRI**

#### Réalisations 2006-2007

- Concertation en vue d'une révision des ententes bilatérales sur les bourses d'exemption de droits de scolarité attribuées aux étudiants des cycles supérieurs et d'un meilleur arrimage aux priorités des pays en développement.
- Nouveau modèle d'entente en élaboration, qui prévoit une concentration des boursiers dans les cycles supérieurs, le resserrement des critères de sélection pour les candidats désirant étudier au premier cycle universitaire et un suivi accru.

63. Appuyer les villes québécoises qui interviennent dans les pays en développement, par le biais de l'Association internationale des maires francophones **MRI, MAMR**

#### Réalisations 2006-2007

- Accroissement de la capacité d'intervention du monde municipal dans les pays en voie de développement de la Francophonie, grâce notamment à l'octroi d'une contribution additionnelle de 50 000 \$ du MRI accordée à l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et de 50 000 \$ du MAMR pour appuyer les municipalités québécoises.
- Soutien à un colloque de l'Association internationale des maires francophones (AIMF) dans le cadre du partage d'expérience entre les villes québécoises et celles des pays de la Francophonie afin de renforcer la gouvernance locale.
- Consultations auprès des ministères et organismes concernés et des villes de Montréal et de Québec pour la mise en place d'un Fonds francophone de coopération décentralisée, dont un des objectifs est d'appuyer financièrement les villes québécoises associées à des projets de coopération de l'AIMF.

64. Soutenir le développement des systèmes éducatifs africains dans les domaines de la gestion scolaire et de l'implantation des programmes de licence-maîtrise-doctorat **MRI, MELS**

#### Réalisations 2006-2007

- Mise en place d'un programme de subvention de projets à l'intention des organismes du réseau Éducation internationale et AFIDES-Québec.
- Sur le plan de l'implantation du système licence-maîtrise-doctorat en Afrique francophone, subvention additionnelle à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) dédiée au transfert d'expertise des universités québécoises vers les universités africaines.

65. **Partager l'expertise québécoise en matière de soutien à la culture, notamment à l'égard des politiques publiques, des statistiques et développement des industries culturelles, particulièrement avec des pays en développement, et appuyer la mise en place d'instruments et de mécanismes permettant de protéger la diversité biologique dans ces pays** **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Financement d'une enquête statistique de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) sur le film et le cinéma.
- Contribution à la traduction d'une étude portant sur le prochain régime international sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

66. **Établir de nouveaux modes de collaboration avec l'ACDI afin de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise, en collaboration avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise québécoise de l'ENAP** **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Financement de stages au Québec de deux hauts fonctionnaires haïtiens et présentation, par l'ENAP, de trois séminaires aux hautes autorités du gouvernement haïtien.
- Fonds de démarrage consenti au Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) pour planifier l'offre intégrée d'expertise publique québécoise.
- Financement d'une étude effectuée par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sur l'offre intégrée en matière de droits et de démocratie.
- Élaboration, en collaboration avec l'ACDI, d'un projet de protocole d'entente entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la République d'Haïti, en vue de la mise en œuvre du Projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien (PAGE).
- Réalisation d'une mission d'experts québécois à Port-au-Prince dans la perspective d'un partenariat Québec, ACDI, ENAP et l'État haïtien.

67. **Mettre en place un mécanisme de concertation avec les organismes de la société civile, pour accroître la portée de l'intervention québécoise en aide au développement** **MRI**

**Réalisations 2006-2007**

- Échanges avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) sur un mécanisme de concertation.

68. **Créer une unité d'intervention d'urgence par la Croix-Rouge, en collaboration avec les experts du réseau de la santé du Québec, pour accroître la capacité de réaction en matière d'urgence humanitaire** **MSSS**

**Réalisations 2006-2007**

- Signature d'une entente entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la Croix-Rouge canadienne - Division du Québec pour la création d'une unité d'intervention. Dix-neuf personnes ont été formées sur un objectif de 150 personnes sur trois ans.

69. **Attribuer au Comité des mesures d'urgence de la sécurité civile le mandat de coordonner, avec la collaboration du ministère des Relations internationales, l'intervention du Québec lors de catastrophes humanitaires** **MSP, MRI**

***Réalisations 2006-2007***

- Élargissement du Comité de sécurité civile du Québec dont fait maintenant partie le ministère des Relations internationales. Le *Plan national de sécurité civile* (PNSC) comprend donc un volet international; ce mécanisme a permis de déployer une vaste structure d'accueil pour les ressortissants canado-libanais rapatriés lors de la crise au Liban de 2006.



## Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AFIDES	Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires
AIMF	Association internationale des maires francophones
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AQWBJ	Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse
ARCI	Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (entre le Canada et l'Union européenne)
ARE	Assemblée des régions d'Europe
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BIT	Bureau international du travail
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CGIS	Centre de gestion de l'information de sécurité
CGNA-PMEC	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
CRE	Conférence régionale des élus
CRIQ	Centre de recherche industrielle du Québec
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
C-TPAT	Customs-Trade Partnership Against Terrorism : Programme américain de lutte contre le terrorisme, destiné aux entreprises et d'adhésion volontaire
CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
ENAP	École nationale d'administration publique
FAST/EXPRES	Carte délivrée en vertu du programme <i>Expéditions rapides et sécuritaires</i> (EXPRES), programme facilitant le transport de marchandises à la frontière
IQ	Investissement Québec
ISO	Organisation internationale de normalisation
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MERCOSUR	Marché commun du Sud (Mercado Común del Sur / Mercado Comum do Sul)
MFQ	Ministère des Finances du Québec

MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MJ	Ministère de la Justice
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
MTQ	Ministère des Transports du Québec
NEXUS	Programme conçu pour accélérer le passage à la frontière des voyageurs préautorisés à faible risque
OCCQ	Observatoire de la Culture et des Communications du Québec
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
OQLF	Office québécois de la langue française
OQWBJ	Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PSP	Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité
REGLEG	Conférence des régions à pouvoir législatif
RIPC	Réseau international sur la politique culturelle
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture





*Relations  
internationales*

Québec 